

Citoyenne Démocratie

vous propose

X3-Démocraties Directes

Comment fait-on avec la Démopotie ?

co-hôtes

mardi 08 octobre à 21h00

X3 – Démocraties Directes, à l’écoute des modèles...

Émission du 08/10/2024 sur DDs TV
<https://democratiesdirectes.org/index.php/dds-tv>

Verbatim total transcrit par IA

[Intervenant 11] (0:00 - 0:47)

Vous savez, parfois on ne se prépare pas pour l'adversité. Quand ça se passe, parfois on est attrapé. On ne sait pas exactement comment le gérer quand ça arrive.

Parfois on ne sait pas ce qu'il faut faire quand l'adversité s'accroche. Et j'ai de l'advice pour tous d'entre nous. Je l'ai appris de notre pianiste Joe Zabinou qui a écrit ce morceau.

Et ça ressemble à ce que vous devez dire quand vous avez ce genre de problème. C'est appelé Merci. Merci.

Merci. 5, 4, 3, 2, 1.

[Intervenant 1] (1:07 - 1:32)

Eh bien, bonsoir. Début de l'ocrasie, tu m'entends ? Parfaitement, très très bien.

Bonsoir Stéphane, bonsoir à tous ceux qui sont là, déjà. Et bonsoir à ceux qui nous rejoindront par la suite et qui pourront réécouter le début puisque le space est comme d'habitude enregistré. Je t'en prie Stéphane, Je vais te laisser prendre cette fois-ci un peu plus peut-être la parole.

Je vais te laisser initier le début du Space. Il semblerait que ce soir, je vais normalement parler pas mal.

[Intervenant 2] (1:33 - 4:23)

Et oui, maintenant, pour moi, je n'ai pas mon coach, animateur ou technicien préféré. Il va falloir donc que je sois à tes qualités. Ça va être un peu compliqué pour moi.

Bon, on va quand même essayer. Alors X3, Démocratie Directe, comment fait-on ? On est dans la deuxième phase évolutive de nos Space après avoir essayé de vous présenter pas tous, mais quelques-uns des modèles de Démocratie Directe.

Encore une fois, on n'est pas là pour faire des Space de réunionnistes. On essaie à la fois de présenter des choses concrètes et de s'inscrire dans l'action en espérant que dans les semaines ou les mois à venir, cela débouche sur des actions. On va rappeler, dérouler les règles de cette version de X3.

On aura donc une présentation exclusive ce soir d'un modèle de Démocratie qui va nous présenter la démo aussi. Beaucoup de SI, mais espérons que ce sera en TIE et non pas en SI. Pendant 15 minutes ou plus ou moins, suivant sa préparation, il va donc nous présenter son modèle.

On va essayer d'avoir une période optimale de deux heures. Bon, on a le droit de rêver. On n'a pas réussi à faire moins de trois depuis qu'on a commencé.

Nous invitons donc l'invité à poster dans les épingles sa ressource afin que l'on puisse avoir peut-être une matière qui nous puisse commenter et qui nous servira peut-être aussi de modèle. Bon, classique en ce qui concerne les règles. Aucune censure d'expression ne sera pratiquée.

Bien sûr, on respecte la législation. On espère une opposition bienveillante. La critique est constructive et respectueuse.

Son objet ainsi que la divergence d'opinion. Mettez-y vous d'un bloc-notes physique ou numérique pour préparer vos questions. Peut-être vous pouvez aussi intervenir en tant que témoignage.

La parole est libre. Essayez s'il vous plaît de couper vos micros pendant les interventions. Autant que vous ne parlez pas, on essaie de ne pas couper la parole de l'intervenant.

On a le droit de faire des pitfalls, mais pas trop long. Essayez pas de faire de gros tunnels. Très important, en tout cas pour moi, la sexualité, la santé, la religion et le vote doivent rester dans la sphère privée.

Donc, ce ne soit pas des sujets politiques au moins intéressants, mais ils sont clivants et si on doit les aborder, on essaiera de les aborder à travers la démocratie directe, comme on va essayer aussi d'inclure dans cette soirée des rebondissements sur l'actualité des dernières semaines ou des dernières heures, même si elles ne sont pas drôles, mais pas pour faire un narratif ou des analyses complémentaires ou supplémentaires qui sont très bien faites sur d'autres spaces, mais pour éventuellement les décoder à travers notre spécisme de démocrate direct et peut-être éventuellement aussi apporter une réponse aux interrogations. Est-ce que dans une démocratie directe, ce que nous constatons au quotidien, serait-il possible ?

Donc c'est parti, démocratie, je te laisse la parole. Bon courage et merci à tous de nous écouter. Bonne soirée.

[Intervenant 1] (4:24 - 18:42)

Merci Stéphane. Donc, je vais effectivement vous présenter mon modèle de démocratie directe. Ensuite, j'essaierai également de développer un petit peu ma vision de ce qui peut en être fait.

Je vous ai épinglé en haut, donc, deux petits postes. Le premier, c'est le détail de la démo-poste que j'ai renommée parce que le mot démocratie est totalement kidnappé et fourvoyé par ce que nous vivons aujourd'hui. Et vous avez donc, pour le lien qui est le plus à gauche, le PDF, puisque l'infographie n'étant possible sur X qu'au format JPEG, ce n'est pas lisible et donc je vous l'ai remis.

Grâce à Stéphane, que je remercie, au format PDF sur son serveur. Donc, justement, ce problème de démocratie, déjà, je vais commencer par la base en citant l'abbé Seyès de son discours du 7 septembre 1789 qui disait « Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi. Ils n'ont pas de volonté particulière à imposer.

S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif, ce serait un État démocratique. » On a donc bien déjà, dès le départ, l'idée que nous ne sommes pas en démocratie. Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie, entre parenthèses, et la France ne serait l'être, le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants.

Et c'est là que se pose la problématique de ce que nous vivons, à savoir qu'une démocratie directe cherche à se passer des représentants, d'où le modèle que je vais essayer de vous présenter. Pour terminer cette petite introduction avant d'aller vraiment dans le vif du sujet, je vais vous citer Lawrence Lessing, avec l'accent j'essaye, qui est un juriste et professeur de droit à Harvard, et qui a dit « La valeur fondamentale d'une démocratie, c'est l'égalité politique. Sans égalité politique, les élections n'ont aucun sens, car elles reflètent alors les inégalités qu'elles portent.

Nous avons les apparences de la démocratie, nous avons les rituels de la démocratie, nous croyons vivre en démocratie, mais quand on mesure ce que nous avons à l'aune du principe démocratique, l'égalité des citoyens dans un système politique égalitaire, nous sommes loin de la démocratie. » Ça n'engage que moi. « Qu'il est possible de mettre en place un système de démocratie véritable.

» Eh bien, déjà, si on parle de démocratie véritable, on doit forcément parler de démocratie directe. Il y a pour moi un antagonisme entre l'idée d'avoir des représentants et l'idée de démocratie. Donc, le modèle que j'ai essayé de développer repose sur deux points.

Tout d'abord, l'utilisation du numérique. Pourquoi ? Parce que depuis, je vais simplifier, je vais dire depuis quand, nous avons une société qui a évolué en tout point, en toute chose, partout, sauf dans la politique et dans la façon de faire la politique.

C'est-à-dire que nous avons aujourd'hui la collecte de l'impôt qui se fait par voie

numérique, ça ne pose aucun problème. Nous avons les démarches administratives pour pouvoir faire en sorte d'avoir une carte d'identité, un passeport ou autre, qui se font par voie numérique et ça ne pose aucun souci. Mais, obtenir le consentement du citoyen, sa volonté ou autre, il semblerait que, pour nos responsables, ce ne soit pas possible par voie numérique.

Or, je le conteste. Aujourd'hui, nous avons des outils, la blockchain et d'autres personnes qui sont bien plus à même de pouvoir répondre à ces éléments techniques que pourront peut-être le confirmer. Nous avons parfaitement la possibilité d'avoir un outil numérique sécurisé.

D'autant plus si on y ajoute des sécurités, on va dire presque traditionnelles. Donc, le premier aspect de mon modèle, c'est l'interface que j'ai nommée dans l'infographie citoyens.gouv.fr Justement, parce qu'il existe impôts.gouv.fr et que nous utilisons tous de façon habituelle maintenant. Cette interface va permettre à chaque citoyen d'accéder à un ensemble de possibilités.

Premièrement, c'est pour l'interface qui permet au citoyen de s'exprimer. Ensuite, comment va-t-il s'exprimer ? Il va s'exprimer à travers deux chambres.

Il faut bien comprendre que je pars d'une feuille blanche. Donc, je me suis dit, plutôt que d'avoir une Assemblée, un Sénat, on repart à zéro. Et on a deux chambres.

La chambre des questions, la chambre des réponses. La chambre des questions qui est tout simplement, comme son nom l'indique, un espace où l'ensemble des citoyens, qu'ils soient dans une volonté de regroupement à travers une sorte de représentation par courant politique, par courant syndical, par tout simplement tout courant qui peut faire en sorte que les citoyens se regroupent, vont poser des questions. Et ensuite, ces questions vont donc être soumises à l'approbation de l'ensemble des citoyens via l'interface.

Et on va donc, comme cela, voter pour dire si une question a du sens. Oui, je soutiens cette question, de manière à vouloir la faire basculer dans la deuxième chambre, qui est la chambre des réponses. Ou alors, je ne vote pas pour elle, parce qu'elle ne représente pour moi aucun intérêt.

Et du coup, je ne souhaite pas qu'elle bascule dans la chambre des réponses. Si une question qui a été soumise à la chambre des questions recueille suffisamment d'approbation à définir encore une fois. Je reviendrai par la suite.

À ce moment-là, la question bascule dans la chambre des réponses et là, encore une fois, les citoyens, sous forme individuelle ou collective à travers un regroupement par affinité politique, syndical ou autre, vont proposer des réponses. Ces réponses, elles aussi, vont être soumises au vote et à partir de là, va pouvoir ressortir la solution qui correspond le plus à la question qui a été posée pour l'ensemble des citoyens. C'est, de mon point de vue, le moyen, à travers cette interface deux chambres, d'être sur un format de démocratie directe.

Possible. Une fois qu'on a ce modèle, c'est-à-dire cette interface, avec un ident pour chaque citoyen permettant pour lui justement d'être actif à travers cette interface et ces deux chambres qui vont permettre de faire fonctionner le système, comment est-ce que l'on va l'utiliser ? Il va y avoir deux phases d'utilisation.

Une première phase initiale, qui est la phase constituante. C'est-à-dire qu'il va falloir, collectivement, définir les règles de fonctionnement de notre société dans son ensemble, dans sa généralité. Le principe d'une constitution.

Et donc, cette phase constituante va, là aussi, passer par le même processus. On pose des questions pour savoir ce qu'il faut inclure à la constitution et on va avoir des réponses, porter les réponses les plus précises collectivement à la question posée. Et, je me suis dit, pour que ce soit clair pour vous, quelles seraient les premières questions à poser ?

Et bien, pour faire simple, je vois, moi, deux questions importantes à poser et un élément qui sera forcément posé sous forme de questions, mais qui, en particulier, per question, quel mode de scrutin allons-nous utiliser dans ce modèle politique, dans ce modèle démocratique ? Il existe de nombreux modes de scrutin et il est important de définir quel mode de scrutin peut être le plus juste. Et là aussi, il va y avoir, du coup, des débats sur quels sont les différents modes de scrutin et dans la chambre des réponses sera exposé les différents scrutins qui sont possibles à utiliser et les citoyens voteront pour ceux qui lui semblent le plus approprié, le plus juste.

Une fois qu'on a un mode de scrutin défini, on va donc pouvoir, là, légitimer toutes les réponses qui vont venir derrière. Qui, d'ailleurs, a reposé la question du mode de scrutin à travers le scrutin qui aura été choisi ? C'est-à-dire qu'on est aujourd'hui sur un mode de scrutin que nous connaissons, qui est assez simple, en quelque sorte.

Il en existe d'autres qui sont plus complexes. Dans la phase constituante, si je pose comme première question à cette phase constituante de ce modèle, quel mode de scrutin allons-nous choisir pour faire vivre cette démocratie et que un mode de scrutin ressort de façon majoritaire, on peut très bien reposer la question avec ce mode de scrutin, de façon à vérifier que la réponse à travers le mode de scrutin est confirmée. Ensuite, il y a un deuxième point très important que je pense aborder rapidement dans ce modèle, c'est quel est le taux de soutien qui doit déclencher l'acceptation des questions.

On est un certain nombre de citoyens et, comme je l'ai expliqué, dans la chambre des questions, des questions sont soumises à l'approbation de la population et, forcément, il va falloir définir à partir de combien de votes pour cette question cette question doit basculer dans la chambre. Là aussi, il va falloir, du coup, définir qu'est-ce que nous considérons collectivement comme étant une question nécessaire à traiter et auxquelles il faut apporter une réponse. Et puis, il y a un troisième point qui me semble important dans la phase constituante, c'est la définition d'un glossaire.

Nous pouvons collectivement bien nous entendre que si nous avons la même définition pour chaque mot. C'est un point qui me semble très important parce que, par exemple, la définition de nation, la définition d'État, peuvent avoir plusieurs sens et si nous n'avons pas collectivement défini le sens précis des mots que nous allons devoir utiliser dans cette constitution, cela va devenir donc très compliqué de pouvoir s'entendre et fonctionner ensemble. Donc ça, c'est la phase constituante.

Pour moi, il y a trois points vraiment initiaux, le mode de scrutin, le taux de soutien qui déclenche l'acceptation des questions et la définition du glossaire. Une fois que ces trois points sont abordés, on peut être dans une phase constituante qui roule en quelque sorte. On va prendre un élément d'actualité récent, est-ce qu'il faut inclure dans la constitution française le droit à l'IVG ?

Voilà. Ça, c'est une question. Les citoyens vont voter pour dire si oui, cette question a du sens et il faut se la poser ou non, cette question n'a aucun sens et on ne se la pose pas.

Si cette question a un sens, il va falloir trouver des réponses à y apporter. Oui, il faut l'inclure dans la constitution, mais sous telle prémisse ou non, et ainsi de suite. Et comme ça, pour beaucoup de points de constitution.

Une fois que la constitution est définie, eh bien forcément, une démocratie, une fois que la constitution est faite, il va falloir faire fonctionner cette démocratie sur le plan législatif. Et donc, va devoir se poser, une fois la constitution établie, les questions législatives, en sachant qu'il y a deux types de questions législatives, puisque moi, dans mon modèle, il y a la chambre des questions et la chambre des réponses, mais il y a deux législations, deux actions législatives à distinguer. Il y a la législation ponctuelle et la législation récurrente.

Pour faire simple, la législation récurrente, chaque année, il va falloir définir un budget, il va falloir définir des éléments de fonctionnement de la société qu'il est donc possible de planifier. Et là, encore une fois, c'est peut-être à planifier dans la phase constituante. Et comme ce modèle est dynamique, dans le sens où, on peut poser des questions, qu'elles soient constituantes ou législatives, à tout moment, pourquoi ?

Parce qu'il n'est pas normal qu'aujourd'hui, nous ayons une constitution décidée par nos anciens, que nous subissons aujourd'hui, et que si nous ne la modifions pas, si nous ne la réactuons pas réellement, ça imposera à nos enfants. C'est pas normal. Donc, cette législation récurrente, elle se planifie, mais il y a aussi les législations ponctuelles.

C'est-à-dire que, d'un point de vue sociétal, se posent parfois des questions liées à des événements de société, comme on peut en rencontrer très souvent. Et d'ailleurs, nous avons aujourd'hui des responsables politiques qui communiquent essentiellement et énormément sur les faits de société, en faisant de la législation ponctuelle et sociétale, pas toujours, d'ailleurs, vraiment abonnant, en tout cas, c'est ce que je pense. Donc, ça, c'est pour la définition du modèle.

Donc, j'espère que j'ai été suffisamment rapide et synthétique. À partir de là, et parce que l'infographie et le poste que je vous ai épinglé en haut, est en quelque sorte la présentation de ce modèle et sur tout ce que, moi, j'en aurais fait si ce modèle existait, et que j'étais le seul citoyen de la cité, j'aurais fait une démocratie à mon image ou à ma volonté, en quelque sorte. Et donc, dans ce modèle-là, parce que, encore une fois, je pense que l'on va aborder la question du modèle, mais peut-être aussi la question de ce que je vous ai épinglé en haut, à savoir ce que j'en aurais fait, eh bien, oui, je considère qu'il y a des points très importants, pour moi, à savoir, bien évidemment, la séparation des pouvoirs, donc, l'infographie, je pense, le montre assez bien, j'espère, mais il y a aussi deux points très importants qui n'existent pas véritablement dans notre société aujourd'hui, qui sont les médias

véritablement indépendants, donc, pour moi, les médias ont un rôle de contre-pouvoir très important, puisqu'en fait, ils ont la capacité à définir les consciences, à influencer les opinions, et donc, à ce titre, il est important que ceci ait une mission de salubrité publique, quasiment, à savoir informer les citoyens, les divertiront, bien évidemment, le divertissement est un besoin, je pense, mais cela doit toujours être fait dans l'intérêt des citoyens et de la nation, et donc, de ce fait, ils ne peuvent être la propriété de qui que ce soit, ils sont des propriétés des citoyens, administrées par les représentants de ces entités médiatiques, qui doivent être élus par les journalistes, les animateurs, ceux qui en font partie, ceux qui en sont, en fait, la force de fonctionnement, et ils doivent être financés par la collectivité, mais bien étendu aussi par leurs auditeurs, leurs lecteurs, ceux qui sont en soutien par leur audimat de ces médias, mais certainement pas par une oligarchie, une puissance financière, y compris la publicité, pour faire très simple et c'est très facile à comprendre, quand vous avez un groupe comme LVMH de Bernard Arnault, qui a une telle puissance de financement des espaces publicitaires, il devient très compliqué pour toute chaîne qui est dépendante de cette ressource financière de critiquer quoi que ce soit de cette entité. Donc, c'est un point important.

Et deuxième espace important, c'est l'espace d'échange entre les citoyens. Il faut absolument que les citoyens puissent avoir des espaces de débat sur les questions qui sont à l'ordre du jour et les réponses qui sont à l'ordre du jour pour pouvoir, tout simplement, avancer dans leurs réflexions et leurs positionnements. J'espère avoir été suffisamment concis et vous permettre de développer le propos à travers vos questionnements.

Merci pour votre écoute.

[Intervenant 2] (18:43 - 19:11)

Bien, merci David Ocrassi, c'était très dense. J'aurais juste une première question, le temps de faire monter tout le monde ou que des gens qui veulent prennent la parole ce signal, qui est une question toute bête, qui n'a rien à voir avec ton modèle, plus avec ta personne. À partir du temps que tu as ressenti le besoin de refaire, de remodeler le monde qui nous entourait, pourquoi ce besoin de démocratie directe ?

[Intervenant 1] (19:11 - 20:50)

Alors moi, ce besoin il m'est venu en 2002 parce qu'en 2002, j'étais, en 2002 c'était la première élection présidentielle à laquelle j'aurais pu participer. J'étais un abstentionniste, puisque c'est décrit dans ma présentation, je suis un anarchiste et j'avais beaucoup de mal à vouloir participer à un système que je savais déséquilibré avec une inégalité entre les citoyens. J'étais pas spécialement intéressé, j'étais jeune forcément, c'était la première élection à laquelle j'aurais pu voter mais je n'y ai pas participé alors que j'avais une conscience politique déjà à l'époque, je discutais avec les plus anciens, j'avais une activité de loisir dans un club de go énormément fréquenté par des profs de maths pour ceux qui connaissent et j'avais eu beaucoup de discussions et en fait, le résultat de l'élection de 2002, pour ceux qui ne s'en souviennent pas, c'est la première élection où le Front National de Jean-Marie Le Pen était arrivé au deuxième tour face à Chirac et puis en plus c'était une période où Internet était quand même un petit peu déjà démocratisé c'est-à-dire qu'il était possible avec des modèles qui tournaient pas forcément comme aujourd'hui mais on pouvait avoir pas mal d'informations et quand je me suis penché sur les chiffres je me suis rendu compte

que ce qui nous était présenté comme une démocratie était une belle arnaque parce que finalement, Chirac qui est élu avec un score de dictateur africain au deuxième tour au premier tour avait un score qui était ridicule en termes de proportion de la population déjà générale mais également en termes de population dite citoyenne en termes de corps électoral, en termes de vote exprimé, tout était ridicule. Et à partir de là je me suis dit, parce que je suis peut-être un petit peu idéaliste, je me suis dit qu'est-ce qui dysfonctionne et comment est-ce qu'on peut essayer de remédier à cela.

[Intervenant 2] (20:56 - 21:06)

D'accord, donc une prise de conscience par défaut qui est une réaction à une circonstance assez exceptionnelle dans notre cinquième république en fin de compte.

[Intervenant 1] (21:07 - 22:46)

Exceptionnelle ? Bah non. Alors déjà, tu vois, là il y a un point important c'est que le point de départ c'est pas tant l'arrivée du Front National au deuxième tour, c'est le fait que le président qui est élu et qui est élu avec un score, on pourrait dire pombique lors de cette élection finalement lors du premier tour avait un score qui était dérisoire et ça a toujours été le cas par la suite alors avec un petit peu de variation mais il faut également se souvenir que on a eu donc 2002 avec Le Pen au second tour ensuite on a 2007 on avait de mémoire c'était Sarkozy-Ségolène ensuite on a ensuite derrière on a Hollande je sais même plus face à qui il était je crois que c'était Sarkozy encore d'ailleurs et ensuite on a Macron-Le Pen-Macron-Le Pen c'est à dire que si on prend les 5 dernières élections on a 3 fois le Rassemblement National ou le Front National qui sont au second tour donc c'est pas exceptionnel et sur ces 5 dernières élections on a des scores au premier tour qui sont dérisoires en termes d'approbation de l'idée développée par ces candidats quand bien même les scores au second tour seraient on pourrait dire significatifs si on prend 2000 Macron sa première élection à Macron c'était 2017 finalement il a un score au second tour qui est pas négligeable alors ça chute forcément puisque les citoyens se rendent bien compte qu'il y a une sorte de mascarade mais pour moi il n'y a pas énormément de différence entre 2002 et ce que l'on vit aujourd'hui

[Intervenant 2] (22:48 - 22:54)

d'accord très bien alors j'ai une petite question je n'arrive pas à voir qui lève la main

[Intervenant 1] (23:00 - 23:23)

moi je le vois donc il y a France Constituante qui lève la main pour le moment et pour ce qui est des autres je ne vois pas de main levée donc on a Robert et Françoise qui sont en intervenant et puis à ma petite habitude je vais noter les intervenants et faire circuler la parole si tu le souhaites il y a Françoise qui vient de lever la main donc moi je vois les mains levées donc si tu as besoin je vais faire circuler la parole moi je ne les vois pas vas-y donne la parole donc du coup on a France Constituante qui va commencer

[Intervenant 7] (23:26 - 24:14)

oui bonjour Débilocratie bonjour Stéphane d'abord bravo Débilocratie pour ta présentation c'est relativement clair alors il y a effectivement un certain nombre de questions que je vais te poser sur ton modèle ton modèle repose essentiellement d'après ce que j'ai compris sur le numérique puisque effectivement le numérique

est un bon système et effectivement un bon système pour faire parler le peuple néanmoins le numérique possède quand même un danger qui l'importe de comprendre le numérique il est évidemment subordonné à la technologie et par définition et là je parle en tant que connaisseur puisque je suis informaticien de métier enfin je l'ai été puisque je fais la retraite maintenant la technologie malheureusement elle n'est pas fiable sachant que l'informatique il y a toujours moyen de contourner il faut le savoir peux-tu me dire, m'expliquer comment tu fais pour sécuriser ça s'il te plaît ça c'est la première question

[Intervenant 1] (24:14 - 26:51)

alors justement parce que je suis également comment dire assez méchant sur le fait qu'un système puisse être perverti et détourné j'ai considéré que on pouvait finalement avoir une pratique numérique et un contrôle traditionnel comment ?

si chaque citoyen à travers son interface a un identifiant comme nous avons tous un numéro fiscal et que les résultats des votes le listing des votes sont affichés en mairie et bien tout simplement en mairie et sur les sites de diffusion de l'état et bien on peut tout simplement tous individuellement contrôler notre vote comme quoi il a été correctement pris en compte donc ça c'est un contrôle personnel que le vote que l'on a émis est correctement exprimé et ensuite bien entendu il suffit aussi de faire collectivement un contrôle global donc c'est à dire que ce vote numérique utilise la sécurisation de la blockchain et d'autres outils de sécurisation numérique le contrôle numérique le contrôle classique en quelque sorte d'identification du vote en sachant d'ailleurs que ce contrôle là il n'existe pas aujourd'hui c'est à dire qu'aujourd'hui quand on a des fraudes lors des élections que ce soit des bourrages d'urnes ou que ce soit des détournements des disparitions de votes il y a souvent l'idée que lors d'un scrutin pour truquer l'élection il faudrait rajouter des votes mais il y a aussi la possibilité de les supprimer c'est à dire que quand finalement tu fais un dépouillement d'urnes tu peux très bien mettre quelques bulletins dans tes poches et puis ça fait des bulletins en moins pour le camp que tu ne soutiens pas donc le fait qu'il n'y ait pas d'identification du vote personnel vous tous quand vous avez été voté vous n'avez aucun moyen véritable d'être sûr que votre vote a été véritablement comptabilisé donc pour moi le vote qu'il reste secret alors là c'est pareil, à partir du moment où on ne vote plus pour des personnes mais qu'on vote pour des idées ça n'a plus énormément de sens à mon avis puisqu'en fait on peut avoir des idées qui soient plutôt d'un bord politique aujourd'hui sur certains faits et à l'opposé sur d'autres, on est bien tous plus complexe que simplement un positionnement binaire droite-gauche, mais si on reste sur cette volonté de rester anonyme à travers le vote, et bien il suffit d'avoir un identifiant comme nous l'avons pour la fiscalité et de faire en sorte que cet identifiant soit utilisé dans des listings disponibles à chacun j'espère avoir répondu à ta question

[Intervenant 7] (26:52 - 27:13)

oui ma question m'appelle une autre, auquel j'espère que tu vas répondre relativement rapidement c'est très simple, donc pour ça il faut une autorité qui détienne justement le système qui fait marcher le système numérique alors à qui tu confies justement cette autorité ?

[Intervenant 1] (27:14 - 27:50)

à l'État, l'État c'est nous c'est nous collectivement qui allons devoir, comment dire aujourd'hui, tu payes tes impôts tu le payes à travers une organisation la collecte est faite par les fonctionnaires de l'État tu ne te poses pas la question de savoir

quelle est cette entité c'est exactement pareil, il y a tout simplement les fonctionnaires de l'État qui, encore une fois, avec une strate de vérification et de surveillance va organiser cet outil numérique si c'est bon pour toi France ?

[Intervenant 7] (27:50 - 28:07)

oui, mais bon j'aimerais bien rajouter quelques petits trucs, mais je vois qu'il y a d'autres mains levées donc je vais passer mon tour et laisser les mains levées, histoire de faire tourner le débat ok, merci je reviens sur toi après, vas-y Stéphane, s'il te plaît ah d'accord, vous m'entendez ?

[Intervenant 2] (28:07 - 30:37)

oui, très bien d'accord, oui, je voulais pas rebondir, mais compléter à la fois sous forme de réponse à France et aussi sur ce que tu viens de dire je travaille au développement en intelligence collective à un outil de vote depuis quelques mois et quelques années et il existe déjà tous les outils en place, comme tu viens de dire on a une fiscalité aujourd'hui qui régit avec, déjà dans un premier temps les retenus à la source qui sont maintenant complètement en place vous avez France Connect plus, donc par l'intermédiaire de France Identité, vous pouvez vous renseigner, il y a des applications qui vous permettent à la fois de pouvoir vous connecter en toute sécurité tout le monde sait aujourd'hui que je crois que l'échéance est au 1er janvier 2025 ou 2026, bon bref, on est dans cette délai-là, où toutes les déclarations vont se faire vous constatez en tant que simple citoyen que la totalité des fichiers sont croisés vous constatez aussi qu'aujourd'hui, si vous voulez numériser votre vie, et si vous avez confiance à Big Brothers vous pouvez à la fois payer vos impôts récupérer sur Doctolib la totalité de votre santé vous pouvez prendre des rendez-vous vous pouvez payer, organiser vos mensualités pour payer vos impôts et donc tous les outils sécurisés existent déjà et je pense pour avoir nombreusement réfléchi et à chaque fois être arrivé à la même conclusion c'est que si fraude doit y avoir elle existera toujours, que ce soit dans le bourrage d'urne, dans le retranchement d'urne qu'elle soit physique ou numérique on est bien d'accord et de la même manière on est bien d'accord qu'aucun système informatique comme aucune urne ne peut pas être bourrée ou ne peut pas être corrompue ou inquiète encore une fois tout dépend des enjeux, si jamais on est dans une démocratie directe l'enjeu du bourrage d'urne ne devrait pas être aussi capital dans la mesure où les enjeux resteraient dans un bien commun et dans une décision commune qui serait moins sectorisée en règle générale avec des aboutissements qui seraient moins dans le conflit de l'intérêt ou dans la collusion donc on peut considérer qu'aujourd'hui nous avons tous les outils numériques à la disposition qui rendent le vote univoque et aussi anonyme si on le désire je voulais juste compléter ta réponse

[Intervenant 1] (30:38 - 30:42)

Merci Stéphane Bonsoir Françoise Je t'en prie pour la parole

[Intervenant 10] (30:43 - 31:32)

Oui, bonsoir Petite question tous les citoyens peuvent faire partie de la chambre des questions et ensuite est-ce qu'il ne faut pas aussi quand même former les gens quand on voit que certaines personnes ont voté Emmanuel Macron parce qu'il était jeune et qu'elles le trouvaient beau que les gens ne savent plus trop ce qu'est la droite ce qu'est la gauche, est-ce qu'il ne serait pas intéressant de refaire justement un peu d'éducation, d'instruction civique sur l'histoire de France chronologique et ensuite la démocratie directe je suis 100% d'accord après formation des citoyens mais également notre souveraineté nationale a été

transférée à l'Union Européenne et là on n'est pas bien même si on place ton système on a l'Union Européenne au-dessus de nous sauf si je me trompe bien sûr dans mon raisonnement

[Intervenant 1] (31:32 - 34:23)

Tu ne te trompes pas du tout il est évident que et d'ailleurs j'ai partagé récemment un documentaire et quelques captures vidéos de ce documentaire et quelques analyses comme le disait Philippe Séguin la souveraineté elle est entière ou elle n'existe pas, il n'y a pas de demi-souveraineté nous ne sommes plus souverains en France depuis que nous avons transféré tout d'abord la souveraineté économique et financière à l'Europe mais toute notre tafe de souveraineté par la suite donc il est évident que pour que le peuple français redevienne souverain quand bien même ce serait avec un modèle de démocratie directe, cela sous-entend inéluctablement de devoir sortir de l'Europe c'est un prémisses indispensable ensuite ta première question portait sur l'éducation oui, là aussi je l'ai exprimé tout à l'heure il est pour moi très important que les médias et que les espaces de communication redeviennent véritablement indépendants pourquoi ? Parce que c'est à travers les médias l'information, le journalisme et le vrai celui qui enquête, qui dénonce les faits, qui informe les citoyens non pas sur les intérêts d'oligarques mais sur l'intérêt de la collectivité et des citoyens.

C'est à travers les échanges interpersonnels réels et pas ceux uniquement acceptés par la censure ou la pensée unique c'est également à travers la définition de ce que nous voulons donner comme éducation à nos enfants donc pour moi il y a deux points très importants à mettre très vite en place pour qu'il y ait une véritable démocratie c'est à dire des médias libres et indépendants de toute puissance économique donc là après on pourra d'ailleurs je vois qu'il y a Fred je pense que c'est Fred de le RIC, le RAC et le CRIC de mémoire qui est là, on avait beaucoup abordé cette question mais la question des médias et de leur indépendance, de leur recherche d'intérêt général est primordiale l'espace d'échanges et d'informations sur les sujets traités par la chambre des questions et la chambre des réponses est également primordiale et importante et puis bien entendu mais ça c'est quelque chose qui prend plus de temps puisque c'est de l'intergénérationnel, l'éducation scolaire et ce que on est capable de transmettre aux futures générations est également très important pour faire très simple, moi j'ai quatre enfants quand je vois ceux qui me ramènent de l'école certaines inepties bah effectivement cette génération là, si elle n'est pas rééduquée, elle aura un gros problème pour pouvoir se positionner et d'ailleurs nous faisons nous aussi partie de cela nous avons tous été éduqués à l'idée que nous vivons en démocratie, alors que c'est un non sens dès le départ merci Françoise c'est à Robert bonsoir Robert ensuite on aura Christophe, France et le RIC, donc je crois que c'est Fred salut Robert

[Intervenant 3] (34:23 - 39:18)

oui, bonsoir Débiocratie bonsoir Stéphane oui moi je voulais je pense qu'il y a trois volets essentiellement voire quatre démocratie directe, on parle souvent du volet législatif donc moi je me cale globalement sur un modèle suisse comme beaucoup de gens, je pense qu'on n'a pas trop de différences là dessus et le modèle législatif est très souvent évoqué, il s'agit de il s'agit pour les citoyens de pouvoir modifier librement le sommet de l'hierarchie des normes c'est à dire la constitution dans nos systèmes modernes et donc indirectement n'importe quel volet du droit on a aussi le droit de veto par exemple ce genre de choses mais je pense qu'il y a enfin c'est pas que je pense il y a aussi un volet exécutif qui est assez peu évoqué et un

volet judiciaire alors le volet exécutif en général est une portion congrue où il s'agit simplement de révoquer un élu préalablement je dois dire que c'est pas une procédure qui m'emballa moi d'abord parce que je suis contre l'élection au suffrage universel et pour moi la révocation n'est qu'une anti-élection donc c'est du même registre et c'est très fortement pour moi les élections présidentielles en France par exemple sont une horrible période de démagogie de batailles ridicules c'est insupportable et donc la révocation pour moi est exactement du même ordre je la mets dans la même qualité en revanche je voudrais proposer une procédure qui ne vise pas les élus mais qui vise la haute fonction publique, ça s'applique uniquement aux fonctionnaires alors je l'ai appelée la plurge d'initiatives populaires abrégée PIP on peut trouver un autre nom si on veut c'est une idée qui s'inspire à la fois du poids du système tel qu'il était pratiqué aux Etats-Unis et puis de l'ostracisme prononcé par l'ecclésiastique grecque l'ostracisme consistait à ce que l'assemblée du peuple puisse virer de la vie publique un individu un individu particulier parce qu'on les estimait trop dangereux par exemple pour ses talents d'orateur et donc il était exclu pour un délai quelconque je ne me souviens plus de ce qu'il en était exactement il n'avait plus le droit de participer à la vie politique en gros il était privé de ses droits civiques en substance et donc là je me suis dit il y a quand même quelque chose à ajouter parce qu'en réalité en France comme dans le nombre de pays ce qu'on appelle souvent aussi l'Etat profond est constitué d'un certain d'éco-fonctionnaires en réalité et qui sont en permanence là alors que les élus se succèdent les uns après les autres donc en France on a des ministres qui changent tous les 3 ou 6 mois peut-être en moyenne mais en réalité qui a l'information, qui connaît le travail qui connaît le fonctionnement des administrations ce sont les membres de la haute fonction publique et qui d'ailleurs ont largement investi à la fois les directions du G40, les directions des partis les investitures pour les députés, pour les hommes politiques se font souvent parmi la haute fonction publique il suffit de regarder les bureaux des gros partis politiques de regarder un peu les carrières des gens voilà et ces gens là finalement ne sont jamais sanctionnés c'est une pièce de théâtre qui se joue avec simplement les élections, le gouvernement qui est dedans, etc ça n'a pas beaucoup d'intérêt, en revanche quand les ministères abusent clairement de leur pouvoir par exemple lorsqu'ils répriment des manifestations de manière éventuellement pacifique, de manière particulièrement violente ou lorsqu'ils décident d'enfermer la population pendant plusieurs mois sous des prétextes aléatoires, ces gens ne sont jamais sanctionnés en réalité je pense qu'il faut vraiment une procédure pour les viser et donc que propose la PIP ?

la PIP fonctionne selon la procédure du référendum d'initiative populaire, comme la partie législative mais au lieu de proposer un texte législatif, la procédure va désigner le nom d'un ministre particulier présent ou d'un ministre passé et le nom d'un ministre est une date à laquelle il exerçait et éventuellement une durée, c'est en option

[Intervenant 1] (39:19 - 39:24)

donc si la motion passe je vais te demander de conclure Robert parce que c'est un petit peu long et en fait je pense que tu es un petit peu hors sujet donc je vais te laisser finir

[Intervenant 3] (39:25 - 40:03)

je vais finir, oui et donc si le référendum est réussi et bien le ministre en question est définitivement exclu de la fonction publique ainsi que ceux qui à la date citée étaient sous ses ordres à savoir les directeurs du ministère dont il était ministre et

également tous les sous-directeurs qui étaient à la direction à cette date ils sont purgés pour une durée qui peut être définitive ou par exemple 10 ans peu importe il s'est insanctionné les hauts responsables des ministères qui sont dans l'ombre et qui ne sont jamais sanctionnés aujourd'hui voilà c'était l'approche

[Intervenant 2] (40:04 - 40:07)
quelle était ta question concernant

[Intervenant 1] (40:07 - 40:32)
je pense avoir compris en fait j'ai pas abordé pour l'instant l'aspect exécutif on a abordé que l'aspect législatif et c'est volontaire et c'est normal je vais justement pouvoir l'expliquer et qu'en fait il exprimait le fait qu'un exécutif qui effectivement n'est pas mis face aux responsabilités de ses actes et simplement pouvant être révoqué ce n'est pas suffisant si j'ai bien compris Robert ton propos

[Intervenant 3] (40:33 - 40:36)
oui oui tout à fait il faut que l'exécutif soit fonctionné

[Intervenant 1] (40:36 - 43:44)
j'ai bien compris donc du coup j'entends ta remarque sauf qu'elle s'inscrit dans un modèle qui est celui que nous vivons et ce que j'ai présenté depuis le début de ce space c'est un autre modèle et dans ce modèle bon encore une fois je n'ai abordé que les phases primaires mais c'est normal puisque je suis dans l'hypothèse d'un tel modèle un citoyen comme tout autre et donc il y a une phase constituante une phase législative mais toute législation nécessite un exécutif pour la mettre en application ce qui fait qu'aujourd'hui il y a des ministres qui sont comme tu le dis en responsabilité d'avoir commis des horreurs et je pèse mes mots c'est parce que les ministres ont un pouvoir législatif à travers les biais de connivence des partis politiques des gouvernements au pouvoir si on est dans une véritable démocratie directe telle que moi je la préconise et je l'ai imaginé le législatif c'est le citoyen donc l'exécutif et dans mon mot qui a été expliqué je vais vous le reprendre l'exécutif hop j'agrandis toc toc toc l'exécutif est assuré par un gouvernement dont chaque ministre est élu par le peuple le premier ministre coordonne le gouvernement et représente la volonté des citoyens à l'étranger mais chaque ministre n'a que pour mission d'exécuter les volontés législatives exprimées par le peuple donc finalement qu'il y ait une capacité de révocation à travers un RIC en toute matière c'est mon modèle personnel ce n'est pas ce que le système pourrait mettre en place moi si j'étais le seul citoyen d'une nation avec ce modèle là c'est ce que je ferais chaque ministre est élu pour mettre en exécution et coordonner les législations décidées par le peuple à travers la chambre des questions et la chambre des réponses donc du coup il ne peut pas y avoir justement il ne peut pas y avoir de confinement décidé par un ministre les seuls qui peuvent décider d'un confinement c'est les citoyens l'état profond n'est plus en capacité d'influer le législatif parce que le législatif est composé de chaque individu de la société qui a le pouvoir de voter ses lois et à partir du moment où les médias ne sont plus affiés à des puissances économiques qui ont une compromission avec ce fameux état profond quand on voit le directeur de cabinet de la présidence colère et ce qu'il est ce qu'il fait et qu'il a la mainmise finalement parce que c'est ça l'état profond ce sont des personnes qui sont là depuis très longtemps qui ne sont pas finalement élus et qui ont un pouvoir en toutes choses et bien si on laisse effectivement l'état actuel des choses, ce que tu décris à toute son utilité, mais dans un système où finalement ils n'ont plus de pouvoir si ce n'est qu'ils ont un pouvoir équivalent à tous les autres citoyens, ils ont juste le droit de voter pour les réponses apportées

à l'ensemble des questions de la société donc ça c'était ma réponse Robert, j'ai noté que tu enlevais la main, je te repasserai la parole par la suite mais on va faire circuler Christophe, je t'en prie c'est à toi

[Intervenant 6] (43:49 - 45:46)

Salut, salut, salut à tous Bonsoir Oui j'avais une petite réaction par rapport à ta proposition de système de vote avec vérification des citoyens donc un système de vote électronique avec vérification des citoyens ça me pose deux problèmes un lorsque tu voteras tu auras toujours le doute sur le fait que surtout si on est dans un on approche d'un système qui devient où on sent qu'il devient totalitaire comme le système Macron on pourra toujours se demander s'il n'y a pas un fichage des opinions politiques de tous les citoyens et le deuxième problème avec tu as précisé que chaque citoyen recevait un numéro et qu'il pouvait aller vérifier en mairie alors ça pose un autre problème ou sur le site internet ça pose donc un deuxième souci qui est le souci alors avant de l'exprimer, quand on va dans un isolement quand on vote avec du papier, quand on va dans l'isolement on est le seul à savoir ce qu'on a voté le mari la femme ne peuvent pas savoir ce que l'un et l'autre ont voté, les enfants qui vivent sous le même toit que les parents ne peuvent pas savoir ce que les parents ne peuvent pas savoir or dans le système que tu proposes un chef de famille très autoritaire pourrait vérifier le vote de sa femme je prends un exemple simple et parlant on fait un référendum sur le port du voile islamique en France et bien il n'y a pas la garantie que les femmes musulmanes ne risqueront des problèmes si leur mari voit qu'elles ont voté contre le port de ce voile donc voilà pour moi c'est un vrai frein il n'y a pas de solution en fait à ça voilà c'était ça ma remarque

[Intervenant 1] (45:46 - 46:23)

alors la première remarque sur l'état totalitaire la définition d'un état totalitaire c'est un état qui est détenu par un groupe de personnes de façon totalitaire sauf que dans le modèle que je défends c'est pas possible justement puisqu'il ne peut pas y avoir de totalitarisme quand les décisionnaires sont 60 alors le corps électoral est de 40 millions un truc comme ça il ne peut pas y avoir de totalitarisme donc le fait d'avoir en quelque sorte un référencement des votes forcément ça n'a pas de sens je ne suis pas très d'accord

[Intervenant 6] (46:23 - 46:24)

mais vas-y continue

[Intervenant 1] (46:24 - 47:06)

on peut en débattre très rapidement sans faire un ping-pong trop long faire très simple je comprends que face à la macronie aujourd'hui des personnes qui seraient en opposition et d'ailleurs aujourd'hui à travers les réseaux sociaux il est facile d'être catalogué opposant et ci et cela finalement c'est pas le vote qui est primordial dans cette opposition au totalitarisme en place mais encore une fois dans un système où finalement personne ne détient l'autorité personne n'a le pouvoir d'autorité donc le totalitarisme l'autoritarisme n'existe pas il ne peut pas exister quel est le pouvoir de qui ?

[Intervenant 6] (47:06 - 47:33)

je t'explique c'est simple imaginons on est en 2050 une république islamique s'installe en France par le poids de la démographie de façon majoritaire les gens votent dans cette faveur là moi je suis un opposant à ce système alors que la majorité des gens approuvent ce système totalitaire et bien le système que tu

proposes me... comment dire me rend vulnérable ou plutôt me met en danger

[Intervenant 1] (47:34 - 47:51)

mais je vais te le prendre par l'autre biais je sais mais je vais te le prendre par un autre biais parce que je sais aujourd'hui ton obsession pour l'islam et ce qui t'effraie à travers cela

[Intervenant 6] (47:51 - 47:56)

obsession c'est un dérivé du mot entouré du mot assiégé

[Intervenant 1] (47:58 - 49:06)

je suis désolé à chaque fois que l'on discute en tout cas je n'ai jamais discuté avec toi sans que de ta bouche ressorte le mot islam donc je considère effectivement que tout propos te concernant entoure le sujet par l'islam mais c'est pas grave c'est pas un problème mais c'est un sujet politique on parle de politique c'est un sujet politique l'islam ne te vexe pas on va le prendre sous un autre prisme si aujourd'hui par l'effet de société la majorité des citoyens va dans une dérive opposée elle ira dans ton sens la démocratie c'est pas la justice c'est la volonté souveraine populaire donc c'est ça pour moi il y a un truc qui me dérange je t'ai écouté je t'ai écouté Christophe je l'ai juste développé il y a quelque chose qui me dérange dans les personnes qui se disent démocrate tant que les idées démocrates développées par la démocratie vont dans leur sens pour faire très simple la démocratie ne va pas forcément amener du juste mais elle va amener la volonté souveraine et donc si effectivement pour des raisons démographiques la souveraineté nationale va aller dans des sens qui ne te conviennent pas malheureusement c'est la démocratie

[Intervenant 6] (49:06 - 49:24)

t'as pas compris ce que je disais c'était pas ça mon problème ok ça je l'admets le problème c'est que le système que tu proposes avec une vérification le fait que l'Etat devenu république islamique pourra savoir que je vote contre lui c'est ça le problème

[Intervenant 1] (49:24 - 49:27)

c'est parce que la souveraineté nationale aura une idée

[Intervenant 6] (49:27 - 49:31)

d'accord mais ton système peut être dangereux

[Intervenant 1] (49:32 - 49:34)

la démocratie est dangereuse

[Intervenant 6] (49:36 - 49:47)

la démocratie comment dire respecte l'opinion de la minorité ne va pas persécuter la minorité pour son opinion simplement c'est l'opinion majoritaire qui l'emporte

[Intervenant 1] (49:49 - 51:22)

encore une fois il faut s'entendre sur les mots c'est là où je disais qu'au début il faut avoir un glossaire la démocratie c'est bien l'exercice du pouvoir par le peuple on est bien d'accord c'est le peuple qui décide de ce qu'il veut vivre si le peuple collectivement décide de quelque chose c'est la démocratie encore une fois et je pense que beaucoup font l'erreur de penser que la démocratie c'est quelque chose qui va amener à un paradis non c'est pas vrai la démocratie va se tromper la

démocratie va faire des erreurs c'est pas le propos pour être très honnête je te connais je sais que tu vas aller dans une pensée par anticipation et elle est légitime je ne suis pas en train de contester la légitimité de ton interrogation mais pour faire très simple tu sous-entends que l'ensemble d'une d'une j'ai oublié le terme, d'une communauté l'ensemble d'une communauté va vouloir suivre et ficher l'ensemble des personnes qui ne feraient pas partie de cette communauté si tu es dans un système où tu as véritablement un système éducatif qui est tourné vers l'éducation des enfants en tant que citoyens si tu as un système médiatique qui arrête les clivages politiques si tu as un espace de débat entre les individus, très sincèrement je pense que ce risque existe mais qu'il est bien plus limité qu'aujourd'hui parce qu'aujourd'hui ce qui crée justement ce que tu crains c'est les distensions entre, non pas les individus les distensions entre les communautés mais non mais

[Intervenant 6] (51:22 - 51:43)

j'ai pris l'exemple de l'islam pour que ce soit concret mais tu peux prendre n'importe quel autre système politique je le répète une majorité, une majorité de personnes pourraient faire accéder au pouvoir un Hitler, d'accord ou quelqu'un de très autoritaire qui, lui accèdera au fichier des votes et donc, le système

[Intervenant 2] (51:44 - 51:46)

je voudrais intervenir si c'est possible

[Intervenant 6] (51:47 - 51:54)

et il y a la deuxième partie de ma question la deuxième chose à l'intérieur d'une famille le fait que le père de famille

[Intervenant 2] (51:55 - 52:12)

pourrait j'ai bien compris les inquiétudes moi je voulais quand même rappeler les bases, c'est à dire les angoisses des personnes, quelles qu'elles soient par rapport à leur phobie ou autre, n'ont pas lieu dans une démocratie

[Intervenant 6] (52:12 - 52:18)

il n'y a aucune phobie là, on parlait politique j'admets pas qu'on parle de phobie quand je parle d'islam

[Intervenant 2] (52:20 - 53:31)

justement si je peux finir une phrase c'est qui qui parle, c'est l'autre ou c'est qui qui parle ?

c'est Stéphane qui parle je me permets d'intervenir parce que je voudrais juste encore une fois je redis le préambule, et c'est pas pour rien mais c'est intéressant parce que je sais que ça va revenir de façon continue dans une démocratie directe on remet en perspective l'éternel débat de savoir, c'est le Sartre contre Camus je veux pas gérer les intellos mais c'est ça est-ce que la démocratie c'est la préservation des intérêts de la majorité ou c'est la préservation des intérêts des minorités mais cette façon de réfléchir et de fonctionner c'est une façon communautaire ce qu'il faut absolument que les gens comprennent c'est la citoyenneté, c'est-à-dire que le citoyen il existe en chacun de nous il existe dans le prêche juif dans le prêche musulman dans le prêche chrétien dans l'agnostic, dans l'athée et c'est pour ça que dans ces espèces je veux pas, enfin je veux pas rien imposer mais j'aimerais qu'on évite de discuter de ce qui est de la spiritualité, de la religion de la sexualité

[Intervenant 6] (53:31 - 53:38)

je parlais de politique, il y a un volant politique dans l'islam alors Christophe

[Intervenant 1] (53:38 - 53:39)

excuse moi Stéphane

[Intervenant 6] (53:40 - 53:42)

il est parfaitement politique

[Intervenant 1] (53:43 - 54:11)

Christophe, s'il te plaît deux secondes, Christophe je vais te demander une chose parce que sinon je vais t'obliger tu le sais, je suis capable mais j'aime pas ça tu vas laisser finir Stéphane et ensuite tu pourras lui répondre mais en fait dès qu'on est sur un sujet qui te pique, je peux le comprendre tu interromps et tu deviens désagréable donc laisse finir Stéphane, ou moi-même d'ailleurs et ensuite on te redonnera la parole, on va pas t'empêcher de répondre, mais laisse les personnes s'exprimer même si c'est des sujets qui te tiennent à coeur et qui te piquent, merci Christophe excuse moi Stéphane, je te laisse finir

[Intervenant 2] (54:11 - 56:37)

oui, alors ça c'est la première des choses deuxième pour répondre à ta question, à ton interrogation le vote en lui-même, qu'il soit numérique ou qu'il soit manuel peut se faire en mairie peut se faire de façon discrétionnaire et en dehors de toute influence si une femme dans le modèle que tu viens d'exemple que tu as donné mais moi j'avais un grand-père breton qui disait à sa femme ce qu'il devait voter ça n'a rien à voir non plus avec l'islam ça n'a rien à voir avec c'est l'influence que peuvent avoir les gens dans leur entourage ma grand-mère elle lui disait oui, oui et elle allait voter à l'opposé de ce que votait son mari parce qu'elle avait un isoloir mais dans une démocratie directe où on se sert d'un outil numérique il peut tout à fait y avoir aussi un isoloir donc cet argument de dire que le numérique pourrait être un danger non, c'est pas un danger, c'est la façon dont on le présente dans le numérique et encore une fois je sais de ce dont je parle on a des clés de sécurité si elles sont bien montées il faut des années pour les casser donc on peut garder un vote anonyme dans un vote numérique il y a des chaînes de contrôle qui peuvent être mises en place et pas que numérique justement et c'est là où beaucoup de gens confondent et pensent au numérique et au vote numérique comme si ça se passe aux Etats-Unis mais aux Etats-Unis on sait très bien pourquoi il y a des fraudes c'est à dire qu'il n'y a pas de contrôle dans toute la chaîne et les huissiers de justice, alors ça s'appelle plus comme ça aujourd'hui qui pourraient être mandatés ou les scrutateurs qui pourraient être mandatés sont les mêmes que ceux qui seront mandatés dans un vote classique Troisième élément de réponse par rapport aux interrogations dans une démocratie directe on n'élit pas de chef éventuellement on élit des représentants qui sont des simples exécutifs donc il est impossible comme l'exemple que tu viens de donner que un Hitler bis arrive au pouvoir puisque le pouvoir est à travers le vote de chaque citoyen donc il va falloir à un moment donné je ne suis pas donneur de leçons et à un moment donné il faut qu'on arrive à réfléchir à l'endroit et qu'on arrive à faire table rase de tout ce qu'on a appris voilà je pense avoir répondu plus précisément et après je laisse à des bureaucraties le soin de contrôler le débat

[Intervenant 1] (56:37 - 57:57)

oui alors je vais terminer et après je repasserai la parole à Christophe je vais juste

terminer très rapidement Christophe après je te repasse la parole promis effectivement c'est vrai que je ne l'ai pas précisé mais le vote par voie numérique n'est pas la seule solution de vote dans le modèle tu peux tout à fait effectivement aller en mairie pour moi ce serait plus forcément dans les mairies mais dans des espaces de vote qui soient en mairie mais pas forcément uniquement et tu peux effectivement aller voter de la même manière de façon de façon beaucoup plus secrète mais pour faire très simple aujourd'hui ce que tu dénonce dans l'espace physique ça ne l'empêche pas rien n'empêche effectivement le mari de dire à sa femme tu n'iras pas voter parce qu'il a peur qu'elle vote pour quelque chose qui l'émanciperait donc tes peurs je les comprends mais pour faire simple je ne les partage pas et pour revenir sur ce que l'on expliquait avant l'intervention de Stéphane et bien Stéphane l'a très justement dit à partir du moment où le pouvoir il est véritablement scindé c'est à dire qu'il y a autant de personnes qui ont du pouvoir qu'il y a autant de citoyens donc du coup il ne peut pas y avoir l'émergence d'un dictateur sauf à ce que l'ensemble des citoyens dans leur majorité veulent d'un dictateur et là encore une fois la démocratie ce n'est pas la justice c'est la volonté souveraine c'est tout je te laisse finir et après je vais faire circuler la parole vas-y Christophe

[Intervenant 6] (57:58 - 58:34)

plusieurs choses qui ont été dites sur le système de vérification dont a parlé Stéphane il faut pour qu'un système de vérification soit valide que tous les citoyens puissent participer à la vérification or tous les systèmes numériques nécessitent des experts auxquels on doit faire confiance donc c'est un vrai souci de ce fait on ne peut pas faire une confiance on ne peut pas aller vérifier alors que le soir du vote on peut aller en tant que scrutateur vérifier, participer à ce que on observe bien qu'il n'y ait pas des tricheries etc deuxièmement

[Intervenant 1] (58:34 - 58:43)

très vite Christophe, est-ce qu'il n'y a donc jamais eu de tricherie dans les élections matérielles telles que tu décrites ?

jamais massive toujours à la marge

[Intervenant 6] (58:45 - 59:01)

jamais massive, toujours à la marge toujours dans des trucs où les gens n'ont pas pu vérifier, où les urnes ont disparu, où il y a des procès verbaux comme quoi il y a eu des irrégularités alors qu'avec le numérique il peut y avoir une fraude massive dont on ne se rend pas compte

[Intervenant 1] (59:02 - 59:04)

si tu as un listing des votes c'est pas possible

[Intervenant 6] (59:05 - 1:00:05)

si tu as un listing des votes ça veut dire que le gouvernement est capable de connaître le vote des citoyens, premièrement il n'y a pas de gouvernement il n'y a pas de gouvernement tu as un système où il n'y a pas de gouvernement, moi je parle du système du vote que tu proposes aussi bien pour des RIC que pour le vote parce qu'une fois que tu mets ça en place pour du RIC on va dire que une fois que c'est populaire on va aussi peut-être élire des dirigeants et ça, ça me fait peur même que on n'élise pas un dirigeant si demain on vote pour la charia c'est-à-dire la loi de Dieu telle qu'elle est inscrite dans certains textes donc c'est bien un RIC, un référendum populaire mais on ne vote pas pour un humain mais par contre on

installe un système qui est un système que je déteste et qui est un système politique connu ça n'est pas une religion dans ce cas-là c'est un système politique et donc ça n'est pas une phobie

[Intervenant 11] (1:00:05 - 1:00:06)
Dernière chose

[Intervenant 6] (1:00:07 - 1:00:28)
sur le fait que il y aura-t-il des endroits où on pourra voter physiquement, oui ben non s'il y a une possibilité de voter depuis son smartphone, le chef de famille interdira à tout le monde d'aller voter et vérifiera que chacun vote bien par le smartphone voilà, très bien donc pour moi c'est vraiment rédhibitoire

[Intervenant 1] (1:00:28 - 1:00:37)
Merci Christophe donc bon, l'auditoire fera son propre avis sur ça, pour faire très simple ce n'est pas quelque chose qui t'obsède mais tu ne parles que de ça Non, non, non, je parle de

[Intervenant 6] (1:00:37 - 1:00:58)
quatre choses, pardon, je parle de quatre choses l'Union Européenne, l'oligarchie attends, tu me mets dans ma bouche et tu mets des critères qui ne sont pas les miens j'ai quatre problèmes en France l'oligarchie intérieure, l'oligarchie extérieure avec l'Union Européenne, l'islam et l'immigration, il y a quatre soucis en France voilà, donc je ne te permets pas de dire que je ne parle que de ça

[Intervenant 1] (1:00:58 - 1:01:01)
tu ne me permets pas, mais moi je me permets d'avoir une opinion, tu vois

[Intervenant 6] (1:01:01 - 1:01:15)
je t'ai laissé finir mais je ne te permets pas de décrire de décrire, ben personne tu peux mettre une opinion mais dire que je serais obsédé par l'islam, c'est faux, j'ai quatre obsessions, et j'en parle tout le temps

[Intervenant 1] (1:01:16 - 1:01:33)
eh ben oui, mais tu as quatre obsessions dont l'islam et celle dont tu as le plus parlé, c'est ça je vais juste te clarifier quelque chose c'est qu'aujourd'hui, j'aime bien les personnes qui disent qu'une démocratie directe pourrait amener finalement un état totalitaire et en particulier d'une confession religieuse

[Intervenant 13] (1:01:33 - 1:01:34)
politique

[Intervenant 1] (1:01:36 - 1:02:58)
franchement Christophe, si tu rouvres encore une fois ta bouche, je te descends, parce que ça commence à m'énerver à chaque fois que je parle, que tu viennes me parler par dessus tu vois, la démocratie c'est aussi le respect de la parole de l'autre donc quand on est démocrate, on écoute l'autre et une fois qu'il a fini de parler, on prend la parole merci donc, je disais que je trouve amusant que des personnes qui se disent démocrate finalement, s'inquiètent de l'idée que un système de démocratie directe pourrait faire émerger un totalitarisme d'une communauté religieuse sous prétexte qu'ils prétendent que celle-ci serait politique sans considérer que si c'était finalement le cas mais quel que soit le système démocratique ou pseudo-démocratique ou représentatif le permettrait, c'est-à-

dire que si en 2050 comme il l'exposait, il y aurait une énorme majorité de musulmans en France qui voudraient la charia mais c'est pas un système de démocratie directe qui l'empêcherait et ce n'est pas, certainement pas le système politique actuel qui l'empêcherait, parce que les 51% seraient atteints de la même manière donc je ne comprends pas cette obsession sur cette religion sous prétexte qu'elle serait le danger absolu de tout alors qu'en vérité c'est l'éducation c'est les injustices sociales les injustices économiques c'est beaucoup d'autres critères qui sont sources de cette inquiétude bien plus que l'existence d'une religion en elle-même, voilà, ça c'est mon opinion ce n'est que ce que j'avais à dire en réaction à ce qui a été changé dernièrement je vais refaire circuler la parole

[Intervenant 6] (1:02:58 - 1:03:06)

du coup je vais te répondre, en plus que tu m'as interdit de te couper je vais te répondre donc tu me dis que

[Intervenant 1] (1:03:06 - 1:03:51)

tu vas attendre ton tour et je te repasserai la parole il y a plein de monde qui lèvent la main depuis un moment on a eu un ping-pong qui était assez long donc tu prends ton papier et ton stylo, tu notes et tu me répondras il n'y a pas de soucis à ça, Christophe mais on a déjà parlé depuis, à mon avis pas mal de temps, et le Space est dans une durée limitée parce qu'il est enregistré et qu'on voudrait que les gens puissent le réécouter donc je te repasserai la parole par la suite lève la main, il n'y a pas de soucis petite parenthèse, Jess383 j'arrive pas à te faire à te faire... ah ça y est, c'est bon et puis il y a du monde qui attend donc on va vite faire passer la parole je me permets, France et Robert de faire passer ceux qui n'ont pas encore parlé puisque France et Robert sont déjà intervenus Luric il me semble, je t'en prie c'est à toi oui bonjour, tout le monde m'entend ? oui parfaitement

[Intervenant 9] (1:03:51 - 1:06:04)

très bien, bonjour à tout le monde, je suis arrivé un petit peu en cours de roue donc peut-être que tu as apporté déjà les réponses j'ai une remarque d'abord et une question ensuite sur le vote électronique, la remarque c'est par rapport à Robert ce qu'il disait sur le débat de la révocation à titre personnel je ne comprends jamais le débat qu'il y a sur la révocation si on compare un pays pour reprendre nos termes notre cher président qui serait une start-up nation, donc une entreprise aujourd'hui une assemblée générale d'actionnaires peut révoquer selon les statuts l'ensemble du Bord et du DG si celui-ci ne représente pas les intérêts de l'entreprise donc je ne verrais pas pourquoi ce qui est valable pour une entreprise aujourd'hui du CAC 40 par exemple on ne pourrait pas se l'appliquer nous en tant que citoyen et en tant qu'actionnaire de notre pays ça c'est le premier point, c'est juste une remarque la question que je vais poser c'est que moi effectivement je ne fais absolument pas du tout confiance aux votes électroniques pour plusieurs raisons parce qu'effectivement ça reposerait avec des risques de fichage avec des risques liés à l'identité numérique et puis des risques aussi de fractures numériques parce qu'on n'est pas tous égaux devant la technologie donc là il y a quand même des questions éthiques on va dire sur ces trois points là et je vais juste rebondir pour faire très court sur ce que tu disais par rapport à la vérification des votes si j'ai bien compris ce que tu disais aujourd'hui moi Fred je vote pour A donc j'ai par exemple un identifiant à 30 ou 40 chiffres je peux aller sur internet ou à la mairie pour voir effectivement que mon identifiant numérique a bien voté pour A donc effectivement je peux vérifier et voter pour A je peux vérifier également que je n'ai pas voté pour B et je peux vérifier effectivement que mon vote n'a pas été supprimé mais par contre je serais incapable dans l'incapacité de

vérifier s'il y a du bourrage dur numérique et donc la fraude est possible à échelle massive c'est à dire qu'à un moment à 19h30 on fait des requêtes et on prend tous les gens qui ont plus de 85 ans qui n'ont pas pu se déplacer et on les fait voter et personne n'ira vérifier forcément leur identifiant on pourra même inventer des électeurs j'ai bien compris, on peut vérifier A que j'ai voté A, on peut bien vérifier que j'ai pas voté B je peux vérifier que mon vote n'a pas été supprimé par contre j'ai aucun contrôle à part si tu m'apportes la contradictoire là dessus qu'il n'y a pas un bourrage dur numérique avec des électeurs inconnus au bataillon voilà c'est juste une petite remarque après j'ai d'autres questions mais je laisse la parole aux autres

[Intervenant 1] (1:06:04 - 1:08:07)

alors pour l'intervention avec Robert encore une fois Robert parlait d'un système qui est plutôt applicable à ce qui se passe aujourd'hui et pas forcément, enfin pas vraiment d'utilité dans le modèle que je présente en sachant qu'il ne conteste pas l'intérêt de la révocabilité en tout cas c'est ce qu'il me semble c'est simplement qu'il considère que c'est pas suffisant ça c'est la petite parenthèse ensuite effectivement tu abordes un point très important qui est dans le contrôle du vote comment faire en sorte qu'il n'y ait pas une fraude au rajout de vote pour une réponse plutôt qu'une autre là pour faire très simple effectivement le vote le contrôle on va dire traditionnel par le listing ne le permet pas véritablement sauf à ce que la personne citoyenne constate que alors qu'elle n'a pas voté pour telle ou telle solution sachant que le vote n'est pas obligatoire forcément il est possible de ne pas voter elle constate que son vote lui a été attribué et là encore une fois il est tout à fait possible de mettre un système de contrôle c'est à dire que quand une personne est considérée comme votante dans son interface numérique lui est adressé le fait qu'elle a voté pour telle question ou telle réponse et qu'elle a voté dans tel sens chaque citoyen est informé par voie numérique que son vote a été comptabilisé elle va forcément pouvoir exprimer le fait qu'il y a en l'occurrence son identité une fraude là encore une fois on est sur l'élaboration de quelque chose de nouveau qui va devoir nécessiter la mise en place de garde fou et de système de sécurisation mais comme ça a toujours été le cas tu vois ce que je veux dire c'est que il existe forcément c'est à dire qu'en fait pour tout problème il existe généralement des solutions et c'est pas parce qu'on ne connaît pas la solution qu'elle n'existe pas il faut juste prendre le temps de soit la découvrir soit la concevoir mais je suis entièrement d'accord avec ce que tu décris c'est à dire que l'idée de rajouter des votes est sans doute le plus grand risque de fraude bien plus que le détournement de vote exécuté

[Intervenant 9] (1:08:08 - 1:08:32)

et après j'ajouterais après je vous laisse la parole c'est qu'en fait quand tu fais un vote électronique tu donnes procuration quand même à la machine voilà tu donnes procuration il faut faire confiance quand même à un moment donné quand tu sors ton voisin tu lui fais confiance il y a un risque de fraude mais tu lui fais confiance et c'est limité quand tu votes par électronique aujourd'hui avec les voting machine tu leur fais confiance mais voilà après ça peut améliorer le truc je trouve qu'il y a beaucoup de risque

[Intervenant 2] (1:08:33 - 1:10:40)

si je peux me permettre une intervention encore une fois je pense que quel que soit les modalités du vote c'est un détail très important mais ça reste un détail mais néanmoins comme d'habitude on a peur de l'inconnu et de ce que l'on maîtrise pas un scrutateur physique dans un isolement physique avec un bulletin de vote papier

n'est pas plus fiable qu'un scrutateur numérique avec les compétences qui agiraient en toute compétence au niveau du contrôle et avec des algorithmes qui permettent de sécuriser les clés il faut je pense arriver à un moment donné à se faire confiance il s'agit pas d'avoir une confiance absolue et aveugle presque une croyance en la technologie mais aujourd'hui si on se donne les moyens de contrôle et de transparence encore une fois il faut juste voir à quoi sert le détournement du vote et qu'elle pourrait être dans une démocratie directe cette capacité à contrer tout débordement de comportement qu'il soit mafieux ou de détournement de vote et la transparence et la démocratie directe qui fait appel à chaque citoyen et qui pourrait donner entre guillemets non pas un blanc sein mais la capacité à des scrutateurs numériques d'exister ne doit pas effrayer les gens je pense sincèrement que ça reste du domaine encore une fois d'une peur de l'inconnu et d'une capacité à ne pas pouvoir faire confiance à un outil numérique que ce soit un scrutateur humain ou un bulletin de vote la machine si elle est contrôlée et si elle est faite de telle manière et aujourd'hui on nous l'a prouvé par exemple avec un certain type de crypto-monnaie qu'une fois que la machine est lancée elle ne peut plus être arrêtée et elle ne peut plus être pervertie parce que les algorithmes sont exponentiels et que c'est incontrôlable donc on serait capable aujourd'hui de pouvoir le faire mais bon imaginons de toute façon que l'on ne fait pas de vote numérique en quoi ça changerait le problème que le vote soit numérique ou manuel ? A mon avis pas grand chose c'est pas le fond du problème enfin je le pense en tout cas

[Intervenant 1] (1:10:42 - 1:11:05)

Merci Stéphane merci Fred il me semble pour le RIC, le RAC je vais redonner les ordres de passage pour ceux qui attendent parce que ça fait un petit moment maintenant comme je l'ai dit Robert et France je vais vous faire passer après ce que vous êtes déjà intervenu donc par démocratie directe puis Serge puis Yonis n'est plus là donc on aura Jess et ensuite on repassera par France et Robert parce qu'il y avait François et Goy mais qui sont redescendus.

Salut démocratie

[Intervenant 8] (1:11:06 - 1:11:18)

Oui bonsoir à tous alors déjà ce qu'on peut faire pour les prochaines pays c'est pour mon nom pour pas que ça perpète la confusion entre démocratie directe et c'est de me nommer démocrate direct c'est peut-être plus simple

[Intervenant 1] (1:11:19 - 1:11:23)

On va pas se formaliser on m'appelle débilo, débilocratie et tout ça c'est pas gênant Allez vas-y je t'en prie

[Intervenant 8] (1:11:23 - 1:13:40)

C'est pour pas qu'on dise, c'est compliqué de parler de démocratie directe c'était juste un détail Ensuite j'ai un point de alors il y a beaucoup de choses qui font consensus avec toi mais un je vais me mettre en avant qui fait je pense aussi consensus avec ce que j'avais entendu de Stéphane ce qui est important c'est de sortir je pense pour l'action future les consensus pour moi c'est le glossaire je suis tout à fait favorable à ce que prochainement on se mette d'accord mais à plusieurs déjà et après à des centaines voire des milliers éventuellement via la plateforme numérique que tu proposes sur un glossaire donc le troisième point j'en viens pour la question justement c'est par rapport à cette plateforme numérique une fois le programme informat, alors petit détail technique je suis

aussi dans le monde de la monnaie libre qui utilise la blockchain on en a pas mal parlé, il me semble que c'est un système assez sécurisé en gros pour imaginer c'est un peu la copie des livres de vote sur différentes machines c'est pas un ordinateur centralisé il y a des copies partout qui se comparent et pour le pirater de ce que je comprends c'est très compliqué parce qu'il faudrait pirater toutes les machines à la fois ce qui est très complexe à part avoir des ordinateurs quantiques qui n'existent pas encore donc il y a une comparaison de toutes les chaînes qui est faite et s'il y a un piratage sur quelques ordis la majorité des autres ordis ne sont pas piratés en général en tout cas et la chaîne écrase c'est les différences des chaînes qui ont été piratées je ne sais pas si je me suis bien fait comprendre mais le but c'est de retrouver une chaîne saine et d'éviter le piratage rien n'est infaillible mais aujourd'hui un des systèmes les plus compliqués à pirater c'est les blockchains donc par rapport à ça quand ton programme informatique est prêt pour moi on n'a pas besoin d'attendre une volonté populaire de changer de système, d'aller vers la démocratie directe pourquoi pas le mettre en bêta test et le mettre en fonctionnement et que des gens s'entraînent tous ceux qui sont prêts pour plus tard et pour envoyer un peu d'éducation et de culture sur ça et commencer à traîner un peu comme je proposais aussi en parallèle ça peut être les deux en même temps Est-ce que tu es prêt ?

[Intervenant 1] (1:13:40 - 1:13:47)

Est-ce que je suis prêt ? On n'est jamais vraiment prêt on le sait simplement par l'expérience si on est prêt ou pas mais

[Intervenant 13] (1:13:48 - 1:13:49)

techniquement

[Intervenant 1] (1:13:49 - 1:15:11)

et d'ailleurs je pense que c'est un point que l'on pourrait peut-être aborder on avait pour objectif 2-3 heures ça fait 1h30 que l'on est ensemble je pense que là si on peut aborder les questions restantes sur la demi-heure ça serait intéressant pour ensuite essayer de basculer sur un point qui n'est pas négligeable c'est comment est-ce que l'on fait pour mettre en place un tel système et là tu as entièrement raison démocrate directe finalement le meilleur moyen de mettre en place quelque chose c'est de le mettre en place sans se préoccuper du fait qu'il soit légitime qu'il soit légal ou autre c'est tout simplement c'est en forgeant qu'on devient forgeron et donc c'est en votant qu'on devient citoyen donc effectivement tu as entièrement raison il faudrait qu'on soit en mesure de mettre en place mais je pense qu'il y a déjà aujourd'hui beaucoup d'espaces beaucoup d'expériences qui sont menées dans ce sens là je vois Fadila qui est présente, qui a fait un space sur les micro-nations où était exprimé juste le fait qu'il y avait déjà des espaces en fait qu'ils soient réels ou numériques qui étaient dans une pratique de la démocratie vraiment on peut dire presque révolutionnaire dans le sens où ils imaginent des modèles qui n'existent pas aujourd'hui et ils le pratiquent, alors certes à petite échelle mais c'est déjà des expériences probantes de la possibilité de le faire merci Merci Démocrate Direct donc derrière on avait

[Intervenant 2] (1:15:12 - 1:17:09)

Moi début d'aujourd'hui j'aurais juste compléter quelque chose à l'intention de Démocratie Direct effectivement peut-être pas ce soir et peut-être pas dans son space dédié puisque bientôt nous allons avoir Démocratie Direct qui va avoir son space dédié explicatif de son modèle mais il est prévu à terme très rapidement quand on aura fait le tour de tout le monde parce qu'encore une fois ces spaces

sont là pour acter à terme, il est prévu une thématique sur justement comment fait-on et comment peut-on essayer de trouver les bonnes attitudes et les bonnes matières, j'ai écouté avec intérêt, alors tu m'as devancé, j'ai réécouté en space le space de Fadila sur les nations, c'est très intéressant ce qui m'a donné envie de créer une nation française véritablement à 100 kilomètres au-dessus puisqu'on est dans la stratosphère et que du coup ce n'est plus le territoire français, on peut élargir le champ des possibles et je pense qu'on dédiera un space à ce niveau là, qu'on abordera forcément puisque ça fait 3 fois si je ne me trompe pas que tu es vraiment inscrit dans l'action et que tu veux qu'on essaie de trouver des modèles de simulation sache aussi que dans l'OMC près de laquelle je collabore, on est en train d'élaborer aussi une application qui s'appelle EXAPS qui aide à la décision collective et à l'intelligence collective et qu'il existe des modèles et je termine en vous invitant à écouter le space de Fadila de réécouter ce space de Fadila qui était très intéressant, même si on aurait peut-être aimé que ça rentre encore plus dans le détail mais c'était malheureusement comment dirais-je une étape obligatoire de survoler les choses mais c'est vraiment un space très intéressant parce qu'il nous donne des perspectives aussi pour nous, voilà, excusez-moi j'étais un peu long Pas de soucis

[Intervenant 1] (1:17:10 - 1:17:20)

Donc on va passer la parole à Serge Noradjies puis on repassera par France R pour les dernières questions

[Intervenant 5] (1:17:20 - 1:22:12)

Salut Serge Salut, merci pour le space, pour la parole Stéphane et Kevin et pour le travail fait pour ne pas répéter ce qui a été dit pour la question de la votation électronique ça fait 30 ans qu'il y a d'expérience sur ce sujet là on a été testé et chaque fois on essaye justement on a mesuré les différents modèles et aujourd'hui on se trouve que le plus pertinent c'est à travers les blocs dans lesquels beaucoup de choses qui ont été critiquées sont déjà en évolu et donnent des solutions de toute façon il faut commencer pour une période de transition dans laquelle il y a des personnes qui préfèrent la votation matérielle et d'autres dématérialisés tout ça a des solutions on a avancé beaucoup dans ces expériences et même pour le dernier comment construire justement la participation des citoyens de façon directe dans des discussions je vais avancer sur une autre notion merci de mettre démocratie directe en pluriel parce qu'on essaye de mettre la discussion comme s'il y avait une seule démocratie et c'est vrai qu'on est habitué à un style et à une manière dans laquelle le vote c'est le centre de ces démocraties que nous exerçons aujourd'hui mais il y a d'autres façons d'arriver à créer des compromis pour l'intérêt général et ça s'appelle la délibération et pas pour votation sortir de ces notions binaires pour contre dans laquelle il n'y a pas de débat et de participation et de délibération et pour arriver justement pas à une majorité qui a gagné et qui a laissé une autre partie, la minorité mécontente mais justement arriver à quelle est la meilleure solution à un problème posé dans laquelle on va opter pour la décision la plus pertinente à l'intérêt général qui en sorte de la question binaire pour contre et par rapport à l'autre chose, c'est une notion ou une réflexion que je fais par rapport à ces notions d'élus on peut sortir de ces notions là et parler plus ou essayer de trouver des chargés d'émission qui sont obéissants à la volonté populaire ou à la volonté des citoyens ou des porte-parole et c'est plus pertinent et on sort de ces notions de délégation des décisions et dans laquelle il y a un contrôle permanent et total dans lequel dans la partie exécutive on va mettre c'est des personnes qui sont obéissantes de la volonté générale et pas des intérêts particuliers sortir de ces

notions d'élus ou au moins toujours mettre comme ça se passe dans le monde privé si une personne ne ne remplit pas la mission pour laquelle elle est désignée on lui dit au revoir il n'y a aucun problème dans la politique doit être la règle parce qu'il ne se représente pas à soi-même il représente l'intérêt général et pas sa tendance à son idéologie ou son goût non il doit accepter justement incarner la volonté et pour ça il faut commander en obéissant à la volonté générale ceux qui peut-être remarquent pour le reste j'ai regardé les documents très intéressante mais il faut aussi pas inventer la rue parce qu'il y a d'expérience de démocratie délibérative participative mise en place qui fonctionne à petite échelle on peut faire l'expérience d'agrandir mais dans la direction d'un style de démocratie totalement différent de la démocratie représentative des votations et des majorités et rentrer dans notre logique merci pour la parole

[Intervenant 1] (1:22:13 - 1:25:34)

merci à toi Serge pour ton intervention je vais non pas répondre parce qu'il n'y a pas vraiment de questions mais je vais rire à tes interventions à tes propos premièrement comme tu l'as très justement dit il n'existe pas une démocratie directe mais il existe une multitude de démocraties directes et moi très souvent je dis même si c'est un peu excessif il existe autant de possibilités de démocratie directe qu'il existe de citoyens qui se penchent sur la question et donc il a en fin d'intervention qu'il ne faut pas réinventer la roue moi j'ai tendance à dire que si il faut réinventer la roue et on le voit dans des vidéos avec des personnes qui se posent la question par exemple il y a les roues triangulaires il y a plein de... quand on s'interdit de repenser les choses on s'interdit d'aller encore plus loin et c'est quelque chose qui me dérange oui c'est pas parce que la roue existe qu'il faut se dire on va abandonner toute idée de la réinventer eh ben non on a la chance d'avoir la capacité de réfléchir allons-y c'est pas contre-productif que de réfléchir au contraire ensuite tu parlais du consensus plutôt que du choix binaire je suis entièrement d'accord avec toi et justement c'est là où comme je l'ai exprimé au tout début la première question qu'il faut se poser c'est le mode de scrutin parce qu'en fonction du mode de scrutin va découler la notion de consensus ou au contraire de scission il existe plusieurs formats de scrutin on va pas le faire ce soir mais ça peut être des choses... alors petite parenthèse comme ça je réfléchis, on en a discuté avec Stéphane à peut-être essayer de faire des espaces sur...

parce que j'appellerais des espaces constituants et donc ce serait un espace dédié par exemple à la question des scrutins pour aller vraiment en profondeur mais on peut se rendre compte si on s'y intéresse que le mode de scrutin peut vraiment avoir une action très forte sur le fait de diviser la population ou au contraire d'essayer de la réunir et en cela il existe des modes de scrutin qui sont de nature à générer des consensus c'est pour ça qu'il faut se poser la question première de quel mode de scrutin je veux dans mon modèle et ensuite au delà du scrutin il y a aussi la question des débats, c'est pour ça que j'exprimais une vraie démocratie doit organiser des espaces de confrontation de débat et d'échange pour que les positionnements de chacun puissent se confondre des autres et essayer de créer du rapprochement on a tous des choses qui nous divisent mais si on s'y penche vraiment on a beaucoup de choses qui nous rassemblent et enfin tu l'as dit également les élus sont censés être des représentants et ça c'est une discussion que j'ai eue avec ma fille il n'y a pas très longtemps le mot représentant a deux définitions générales premièrement le représentant au sens de tuteur, je suis le représentant légal de mon enfant et à ce titre je prends les décisions à sa place parce que je suis le tuteur et puis il y a le représentant qui n'est pas en prise de décision mais simplement en représentation de la prise de décision de l'individu là

encore une fois j'ai un exemple personnel, je suis aujourd'hui dans deux procédures qui m'obligent à avoir des avocats, ces avocats ne prennent pas de décision à ma place, ils ne font que représenter mes prises de décision devant les cours où je suis obligé d'être présenté, donc les élus dans le modèle que je défends sont nécessaires, pourquoi ?

Parce que nous avons un exécutif qui va devoir exécuter le positionnement législatif de l'État et cet exécutif n'est pas décisionnaire, il n'est que exécutif de la décision prise par l'État et ça c'est pareil pour d'autres points voilà. Merci Serge, vas-y Stéphane

[Intervenant 2] (1:25:35 - 1:26:52)

Je vous invite à aller sur le site très simple décisions-collectifs.fr décisions-collectifs.fr où on parle du jugement nuancé et du jugement majoritaire qui ouvre là aussi un autre discours par rapport au vote binaire et qui complète le propos de Serge et le tient à ce niveau-là et je confirme que dans notre envie d'acter peut-être que nous ferons même certainement, alors pas forcément d'espèce concision, mais des simulations en tout cas partielles de prise de décision et qu'on y intégrera cette volonté de réfléchir en premier lieu avant de prendre des décisions et avant d'organiser le débat de savoir s'il faut un panel quel est le quorum, quelle est la proportion et à partir de quel mode de vote sera appliqué à la décision qu'on doit prendre parce qu'effectivement le jugement majoritaire, quelle que soit la proportion, n'est pas forcément adapté à certaines prises de décision c'est pour ça que je vous le redis décision-connectif.fr c'est très intéressant c'est quelque chose auquel on n'a pas l'habitude excusez-moi de cette incise on ne t'excuse pas au contraire

[Intervenant 1] (1:26:53 - 1:27:03)

d'une part, n'hésite pas comme je te le dis, même si tu le réfutes, tu es chez toi et ensuite surtout pour des propos aussi utiles petite

[Intervenant 5] (1:27:04 - 1:28:35)

remarque je suis totalement d'accord d'avoir cette envie d'inventer des choses je ne dis pas inventer les rues peut-être que ce n'est pas la formule la plus assertive je le dis dans le sens qu'il y a beaucoup de modèles déjà expérimentés, mis en place, etc.

et surtout nous tourner notre regard au-delà de l'Occident de l'Europe je rappelle par exemple le petit livre d'Amir Pesen qui parlait d'autres démocraties dans le monde dans l'Asie, dans l'Afrique, dans l'Amérique qui n'ont pas la place dans l'Occident mais par rapport à l'ambition d'inventer de nouvelles choses et formules, oui je suis totalement d'accord seulement ça il ne faut pas essayer tout seul, essayer de réinventer des choses, mais regarder ce qu'il y a dans le monde et à partir de là, prendre le mieux de chacun, de chaque expérience et essayer d'avancer peut-être dans de nouvelles choses différentes qui nous manquent et c'est une critique que je fais j'écris un livre sur ce sujet-là comment pense l'avenir et dans ce sens je suis totalement d'accord avec toi merci merci Serge

[Intervenant 1] (1:28:36 - 1:28:46)

du coup, on a perdu Jess tant pis on va donc revenir sur France constituante puis Robert Re-France, je t'en prie

[Intervenant 7] (1:28:47 - 1:29:22)

oui, oui, oui, bon je vous ai écouté un petit peu, à un moment donné j'ai eu une panne, ce qui m'a obligé de partir pour revenir bon, là c'est bon ce qui fait qu'il y a une petite partie du discours que je n'ai pas tout fait entendu mais bon, c'est pas très grave j'aurai la réponse par la réécoute, par contre il y a une question qui n'a pas été posée encore et je pense que c'est quand même important, à savoir dans ton système des bureaucraties, quid des situations d'urgence, parce qu'il y a quand même certaines situations où il ne faut pas prendre le temps de voter, si tu vois ce que je veux dire donc comment on gère ça, merci

[Intervenant 1] (1:29:23 - 1:29:33)

alors, si tu peux essayer de préciser les points, parce que pour moi en fait, les prises de décision de nature urgente, elles sont soit militaires soit sanitaires, c'est les deux possibilités

[Intervenant 7] (1:29:35 - 1:29:40)

oui, ben ça peut être une de ces deux possibilités voilà

[Intervenant 1] (1:29:43 - 1:34:37)

en tout cas, encore une fois je ne suis pas comme Macron je n'ai pas réponse à tout, mais quand je me suis posé effectivement les questions liées à mon modèle, qui sont effectivement cette question de l'urgence je l'ai envisagé sous deux prismes premièrement, la possibilité militaire et deuxièmement, suite à ce qu'on a vécu dernièrement, la possibilité sanitaire, pour ce qui est militaire c'est, encore une fois, dans ma vision de l'utilisation du modèle et je veux vraiment qu'on essaye de faire la distinction entre ma vision de l'utilisation du modèle et le modèle, c'est-à-dire que le modèle va générer quelque chose, ça va peut-être à l'opposé et très loin de ce que moi j'imagine mais dans ma vision des choses, on a un ministre de la Défense qui est élu par les citoyens mais également qui a finalement une comment dire, qui est en fait il est élu par les citoyens mais proposé par les militaires, c'est-à-dire que d'ailleurs sur mon infographie, je crois que c'est plus d'actualité, je vais aller voir à l'époque, excusez-moi parce qu'il faudrait que je le remette à jour, il faudrait que je prenne le temps de ça à l'époque, je définissais l'idée que la défense de l'État est assurée par une armée professionnelle dirigée par le général d'armée élu par les militaires. L'armée a un rôle défensif et non offensif dans ma réflexion par la suite, je me suis dit qu'on ne peut pas extraire la population du vote de ceux qui vont les défendre mais par contre, il faut absolument, effectivement que les personnes qui vont se battre, les personnes qui vont risquer leur vie soient les premiers à décider qui va les représenter donc, pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui, on a des responsables qui décident sans que ça leur porte aucun risque ou aucun préjudice donc, il est important que ceux qui vont défendre l'État et je dis bien défendre et non pas aller attaquer à droite, à gauche ou se présenter comme les sauveurs du monde à droite, à gauche ceux qui vont nous défendre finalement vont être dans un acte de défense et donc forcément dans une réponse à une agression il y a deux types de réponses possibles, soit on a une attaque qui est de nature à ne pas permettre à ce que les citoyens décident par la diplomatie ou par d'autres biais de négocier pour éviter le combat là, forcément le responsable, le chef des armées, va devoir jouer son rôle de responsable des armées et prendre une décision pour défendre l'État et ça c'est pareil sur un autre ministère très important qui est celui de la santé si, mais à partir du moment où on a des personnes comme ceux-là pour les armées et pour la santé qui ont une capacité d'action de défense et je suis j'accentue vraiment sur cette idée de défense l'armée, de mon point de vue, c'est un outil de défense ça ne doit pas être un outil offensif de la même manière le ministère de la santé doit être là pour protéger la santé des

citoyens et s'il arrive quelque chose qui est de nature à être vraiment dangereux, et bien il faut effectivement que dans ces deux ministères il puisse y avoir une réactivité mais à partir du moment où ces ministères ont une capacité à prendre des décisions en dehors de l'espace démocratique qui est la chambre des questions et la chambre des réponses il est impératif qu'ils soient responsables de la décision prise c'est-à-dire que d'ailleurs c'est Robert qui exprimait l'idée que finalement révoquer c'est bien, mais si finalement on ne va pas au-delà de la révocation pour aller rechercher la responsabilité et la pénaliser ça ne vaut rien, et bien dans ce cadre-là c'est vraiment un point déterminant, c'est-à-dire qu'à partir du moment où un responsable, un général des armées enfin le responsable de l'action défensive prendrait une décision de nature défensive je le rappelle si celle-ci est exagérée, si celle-ci n'est pas adaptée, si celle-ci est de nature à porter un préjudice les citoyens auront la responsabilité par la suite au-delà de sa révocation qui me semble évidente mais c'est surtout de décider de le mener devant sa responsabilité au niveau judiciaire après il faut définir encore une fois, là c'est mon modèle personnel c'est à la collectivité de définir quel type de juridiction serait à même de juger un responsable des armées ou un responsable de la santé qui prendrait des décisions parce qu'il pense devoir les prendre pour péger la nation, les citoyens et qui malheureusement serait soit excessif, soit contre-productif.

J'espère avoir répondu à la question.

[Intervenant 2] (1:34:40 - 1:35:49)

Excuse-moi France, en complément de la question de France, dans ton modèle justement, où il y a une prise de décision qui nécessite une prise de décision en réaction et donc rapide comment te visages dans la durée la plus courte possible au sein de ton modèle la prise de décision entre la consultation, l'aller-retour entre la chambre des questions, la chambre des réponses et la prise de décision finale.

Est-ce que tu peux donner une durée d'imaginer ton modèle en action quelle serait la durée ? Pourquoi je pose cette question ? Pourquoi je pose cette question ?

Parce qu'on a bien vu qu'on est co-belligères dans la guerre en Ukraine sans avoir jamais lutté dans notre constitution, c'est marqué l'Assemblée et que au bout de 4 mois, il aurait fallu que le président de la République consulte pour savoir si on devait ou pas continuer je parle de la guerre Ukraine ou Russie, vous l'avez tous compris quel est donc par rapport et à l'aune de cette remarque quelle est donc la durée la plus courte qui pourrait être en simulation ton modèle sur une prise de décision dans un cas de figure militaire comme celle qui est posée par la question de France ?

[Intervenant 1] (1:35:49 - 1:37:15)

C'est immédiat, c'est-à-dire qu'à partir du moment où le ministère des Armées ou le ministère de la Santé prend une décision en réaction donc une décision non proposée par l'Assemblée citoyenne immédiatement est transmise à la chambre elle passerait même pas par la chambre des questions, elle irait directement à la chambre des réponses, c'est-à-dire qu'immédiatement en chambre des réponses se poserait la question de quelles sont les alternatives à l'axe sanitaire qui a été décidé par le ministère des Armées ou de la Santé en réaction à la situation de crise de façon à ce qu'immédiatement il y a une réaction de la part du ministère des Armées ou du ministère de la Santé pour être réactif, mais immédiatement la population va être amenée à devoir décider donc là, pour faire très simple encore

une fois c'est la constitution qui va devoir le définir est-ce qu'on prend la prise de décision en l'espace de 48 heures, d'une semaine de 15 jours parce qu'il faut quand même avoir le temps de débattre il faut quand même avoir le temps que les médias influencent sur la situation, que les échanges se fassent pour qu'une prise de décision éclairée puisse avoir lieu mais il faut que immédiatement l'exception de la réaction immédiate de ces deux ministères soient encadrées par la volonté souveraine donc il faut qu'immédiatement l'espace démocratique puisse se poser la question de 1 la légitimité de l'action entreprise et 2, de comment est-ce que soit on la maintient, soit on la régule, soit on la stoppe j'ai répondu à ta question Stéphane

[Intervenant 7] (1:37:15 - 1:38:07)

oui oui, c'est très clair, merci oui, alors tu as parlé essentiellement de deux cas, effectivement la question militaire la question sanitaire mais je te suggère d'envisager également d'autres cas, il faut savoir que les situations d'urgence ne concernent pas forcément que les situations sanitaires ou les situations militaires je vais par exemple t'en citer un tout bête tout con, tout simplement, une situation économique un krach boursier par exemple ça peut arriver très soudainement ou tout simplement une grosse entreprise française qui est en train de couler où il faut prendre une décision très rapidement voilà, donc je te suggère d'envisager ces cas-là et puis il y a d'autres cas par exemple, je ne sais pas moi, une situation de catastrophe naturelle par exemple

[Intervenant 1] (1:38:08 - 1:41:06)

oui, alors sur la catastrophe naturelle là encore une fois c'est sur le plan non pas, à mon avis, c'est pas sur le plan de la constitution, c'est pas constitutionnel mais plutôt législatif que les choses doivent être anticipées c'est-à-dire qu'aujourd'hui, quand catastrophe naturelle tu as une prise de...

et je peux te dire j'ai été confronté personnellement à 3 catastrophes naturelles là où je suis en 4 ans à peine voilà, c'est institutionnalisé en fait c'est-à-dire qu'aujourd'hui, tu as justement des systèmes de gestion de ces catastrophes naturelles pour ce qui est des catastrophes, on va dire, économiques si on a un système qui est repensé dans sa globalité sera, à mon avis, également repensé le système économique et qui du coup serait, à mon sens, mais ça c'est mon interprétation personnelle mes visions personnelles seraient beaucoup moins comment dire non pas impactées mais seraient beaucoup moins traumatisées susceptibles de subir les conséquences des des influences économiques mondiales ce qui fait, et là je vous invite encore une fois, allez vous renseigner je vous ai partagé un documentaire sur l'Europe qui est très intéressant pour comprendre que nous vivons aujourd'hui énormément impactés par la problématique monétaire par la structure monétaire de l'Europe que quand on se penche sur la question de notre dette aujourd'hui qui nous enlève toute marche de manœuvre économique, et bien il faut se poser la question de la création monétaire il y a plein de questions comme ça et Stéphane sera peut-être encore plus à même que moi de pouvoir aborder ces questions là si on met en place un système véritable démocratique désengagé des intérêts économiques de certaines puissances financières je suis persuadé que le système économique serait bien plus juste pour la nation et de ce fait il serait bien plus en capacité d'être réactif face aux problématiques structurelles d'une entreprise ou même du système économique mondial mais là encore une fois je ne veux pas rentrer trop en profondeur sur le sujet mais je pense très sincèrement qu'une entreprise qui serait d'utilité publique quand même serait-elle privée si elle est en difficulté et que

d'un point de vue constitutionnel ou législatif il est établi que si elle est d'utilité publique l'Etat doit se porter à son secours et en devenir finalement presque le tuteur ou le propriétaire voilà en fait je pense que le problème c'est qu'aujourd'hui les responsables politiques nous ont fait croire que rien ne peut se décider de façon systémique, tout doit être décidé par des individus qui ont une intelligence suprême parce qu'ils sortent de l'ENA or tout ce qu'ils ont fait depuis des décennies c'est nous amener à la catastrophe c'est donc bien la preuve que leur prise de décision personnelle parce qu'elles ne sont pas anticipées de façon systémique est finalement une véritable illusion de contrôle c'est mon sentiment personnel voilà si j'ai répondu à ta question France on va passer à Robert

[Intervenant 7] (1:41:07 - 1:41:08)
tout à fait je te remercie

[Intervenant 1] (1:41:08 - 1:41:10)
je t'en prie, re-Robert

[Intervenant 3] (1:41:14 - 1:46:59)
oui merci de me repasser la parole je voulais répondre à une personne qui a fait une remarque une remarque sur l'invocation à propos de l'entreprise, je ne me souviens plus qui c'est alors je vais préciser de façon plus meilleure ma position en fait ce que je n'aime pas ce n'est pas tant l'élection ou la révocation je considère que c'est absolument lamentable et catastrophique comme moyen, désolé c'est l'élection au suffrage universel pour moi le suffrage universel est adapté au vote au référendum, c'est à dire au vote des tests ce qui est relativement facile de juger d'un texte, en général assez court tel qu'il est pratiqué en Suisse une dizaine de lignes, une quinzaine de lignes, on peut débattre dessus il est extrêmement difficile de juger des qualités d'une personne, surtout à grande échelle, qu'on ne connaît pas, qu'on ne connaît que par les médias qui sont en général des menteurs professionnels donc, autant le suffrage universel est adapté au vote, autant il n'est pas adapté à l'élection à l'élection, elle ne doit se faire qu'à petite échelle, c'est à dire et là encore une fois je m'inspire du système suisse qui fonctionne très bien en la matière c'est l'assemblée qui désigne individuellement, c'est très important chacun des membres du gouvernement le conseil national a sept membres, chacun de ces membres est élu individuellement par l'Assemblée nationale enfin la cuivre de l'Assemblée nationale et donc là le point est que les gens peuvent voter, enfin les parlementaires en l'occurrence votent pour des gens, soit d'autres parlementaires soit des ministres des conseils nationaux qu'ils ont déjà connus ou qu'ils voient travailler au quotidien ils ont une certaine proximité professionnelle on dira, et donc ils peuvent beaucoup mieux juger des qualités réelles de la personne, donc le vote l'élection plutôt doit se faire à petite échelle, alors on me dira ah oui mais pour l'Assemblée il faut bien suivre la générosité, alors personnellement je suis partisan pour les assemblées du tirage au sort de préférence, au pire l'élection proportionnelle à la proportionnelle mais bon, tout le reste c'est vraiment de la triche donc voilà, je suis partisan du tirage au sort pour les assemblées, donc une assemblée tirée au sort qui élit individuellement les membres du gouvernement, le gouvernement étant collégial et membre des différents partis c'est le mode de fonctionnement suisse et puis bon, pourquoi pas une révocation effectivement dans ce cas-là, moi ça ne me dérange pas d'ailleurs ça existe en Suisse la révocation, il y a déjà de mémoire un ministre qui était, une quinzaine d'années, qui a été révoqué par l'Assemblée nationale c'est une forte tête, c'est un très bon ministre mais c'est une forte tête et le ce type, ce modèle n'aime pas trop les têtes qui dépassent donc il s'est fait virer, mais c'est juste un

très bon système voilà qu'est-ce que je voulais évoquer éventuellement rapidement, ouais je me suis fixé des règles moi personnellement lorsque je travaille sur la démocratie directe c'est toucher aux lois existantes d'une main tremblante donc j'essaye de faire ma réforme en touchant au minimum au reste des textes et au reste de la constitution Ensuite ouais alors la question électronique, alors moi je poserai les choses ainsi je considère que, alors je suis informaticien je veux dire et les systèmes d'identité et de gestion des droits des uns et des autres c'est mon métier depuis 20 ans donc je connais ça par coeur je sais la lourdeur qu'il faut pour mettre en place un système d'information, les procédures de tests, l'installation, les dépendances techniques etc ce que moi je mettrai dans les textes c'est que on peut évidemment utiliser les moyens électroniques mais il doit toujours être possible de voter par papier donc s'il y a des circonstances compliquées etc, il y a toujours une légitimité il faut que l'air du vote sans moyens électroniques Ensuite euh euh oui le le vote secret, alors ça c'est un sujet intéressant moi je trouve bon alors ça touche à la fois l'électronique et à la fois le tirage au sort ça touche l'électronique parce que parce que enfin pour moi l'élection ou le vote doit toujours pouvoir se faire dans l'urne ça c'est assez clair, ou en équivalent enfin de façon parfaitement secrète l'argument de Christophe est tout à fait recevable de ce point de vue là, c'est un exemple parmi d'autres il y a un système dont on parle assez peu souvent qui est un mixte en fait qui donne certains avantages des machines tout en gardant un mode de vote traditionnel il s'agit d'une machine qui va imprimer le bulletin de vote et ensuite le bulletin le bulletin de vote donc c'est utile pour les modes de vote un petit peu complexes par exemple le jugement majoritaire voilà donc on peut créer son bulletin sur une machine dédiée et ensuite l'avoir à une impression papier qui est ensuite utilisée de façon plus traditionnelle on a à la fois son vote écrit en toutes lettres et puis mis sous forme de QR code et donc il peut être vérifié plus facilement, enfin ça c'est un moyen d'avoir les avantages des inconvénients les avantages des anciens et du moderne voilà et puis le vote secret, oui avec le tirage au sort avec le tirage au sort des assemblées on s'en fout comme on n'a soi-même pas voté pour une personne on se fout royalement de ce que votent individuellement les députés, par contre le fait que les députés soient tirés au sort leur permet d'instituer par défaut le vote secret ce qui me paraît être une très bonne chose parce que ça les met à l'abri de toutes sortes de pressions beaucoup de tentatives de coups

[Intervenant 1] (1:47:00 - 1:47:20)

je pense qu'il faut que tu te rapproches de Stéphane pour que tu aies un espace dédié où tu puisses exprimer tes idées, parce qu'en fait tu n'es pas en réaction à ce que j'expose mais tu es en exposition de tes propos, donc le problème c'est que comme on est sur un espace dédié à mon modèle, c'est pas que je vais retirer la couverture à moi-même, mais on a Ibrahim qui nous a rejoint qui a peut-être des questions, mais en fait tu es dans des expositions tu exposes en fait

[Intervenant 12] (1:47:20 - 1:47:28)

ah oui j'avais compris, j'avais changé un peu à Stéphane j'avais compris que j'étais venu pour exposer mon propos donc on revoit avec Stéphane

[Intervenant 1] (1:47:28 - 1:47:39)

ce qui te sera dédié mais le but c'est plutôt que tu sois en réaction à ce que je peux exiger, et que tu sois en réaction sur l'esprit des autres qui viendront également démocratie directe et autres, exposer leur point de vue

[Intervenant 3] (1:47:40 - 1:48:11)

autant pour moi, oui autant pour moi, c'est clair le gros désaccord c'est le vote c'est effectivement le vote au suffrage universel, ça je suis tout à fait contre voilà, et puis un point que t'as corrigé j'ai regardé l'élection par l'armée, son dirigeant alors t'as corrigé ce point en particulier mais effectivement ça me paraît là tout à fait inapproprié voilà mais j'ai pas trop réfléchi du coup je suis désolé voilà, je vous laisse du coup je suis désolé

[Intervenant 2] (1:48:12 - 1:50:15)

non, ne sois pas désolé Robert mais on va se contacter en message privé effectivement, je te demanderai de synthétiser ton modèle et on pourra te dédier sans aucun problème un space à partir de maintenant le X3 et jusqu'au X7 parce qu'au X7 on a un invité en la personne de Didier Maisto qui souhaite éventuellement intervenir sur la démocratie directe, c'est assez intéressant d'avoir quelqu'un qui a un petit peu d'aura, de réflexion et de bagout à ce sujet mais je t'invite effectivement à me contacter pour que l'on mette en place un space dédié à tes propositions moi j'aurai une question concernant ton modèle j'en ai plusieurs, je vais me permettre d'intervenir, déjà on a touché un petit peu du doigt et très rapidement la monnaie et je lis dans ton infographie la banque Charles s'occupe de la création monétaire et du financement des projets nationaux donc je pense, comme beaucoup qui réfléchissent en termes systémiques et je sais comme toi, qu'on parle de troisième pouvoir, de quatrième pouvoir mais on oublie souvent de parler de la création monétaire qui est quand même le centre d'une nation puisque normalement une vraie nation doit battre monnaie, ce qui est malheureusement plus le cas pour pratiquement 90% voire peut-être plus des sociétés telles qu'elles existent en Occident donc est-ce que tu peux préciser ce que tu entends et comment fonctionne ta banque centrale et la création monétaire au sein de ton modèle, s'il te plaît Débileau, tu m'entends ? Ah, je ne vous entends plus Allo, allo ? Ah, d'accord c'est Débileaucratie qu'on n'entend plus alors ?

D'accord je vais voir ce qui se passe en attendant Robert, tu as relevé la main si tu veux prendre la parole, vas-y pas de problème, je vais rattraper Débileaucratie qui a dû avoir un problème technique

[Intervenant 3] (1:50:17 - 1:50:56)

Oui d'entrée de jeu c'est une position d'économiste je fais des études d'économie c'est pour ça pour moi les banques centrales doivent être détruites, je suis partisan de l'usage des monnaies marchandises, or, argent, cuivre comme au bon vieux temps et que tout un système monétaire soit au contraire décentralisé et assis dessus et les seuls producteurs de monnaie ce ne sont pas les banques centrales c'est les mines d'or, ou d'argent, ou de cuivre voilà c'est le point que je voulais simplement donner ok mettre le contrôle monétaire au sein de quelques mains est extrêmement dangereux ça doit être décentralisé

[Intervenant 2] (1:50:58 - 1:51:06)

oui je suis tout à fait d'accord, je suis en train de batailler excusez-moi, je ne suis pas un expert ah ça y est, je crois que Débileaucratie est peut-être que tu as entendu ma question

[Intervenant 1] (1:51:06 - 1:51:11)

non pas du tout, j'ai sauté au tout début de ta question et j'ai eu un problème de remonter si tu peux raconter la question

[Intervenant 2] (1:51:12 - 1:51:55)

très vite simplement par rapport à ton modèle, je voulais savoir comment tu as envisagé cette banque centrale et quel était son rôle exactement puisque tu parles de création monétaire et de financement des projets nationaux, donc ce serait intéressant de voir comment tu l'envisages comment elle peut être gérée, quel est son but quel est sa genèse je suppose qu'on repart sur quelque chose de neuf bref, de préciser cette création monétaire qui est à mon avis, donc je répète excusez-moi ce que j'ai dit il y a le troisième, le quatrième pouvoir mais le vrai, le premier pouvoir pour une nation, c'est de battre aux monnaies donc ce serait intéressant d'entendre de ton point de vue au regard de ton système s'il te plaît

[Intervenant 1] (1:51:56 - 1:54:57)

alors, c'est très complexe parce qu'effectivement en fait, une nation un état, détient sa puissance par l'économie et il faut bien comprendre pourquoi parce que la puissance d'un état se fait par rapport aux autres états et ça a toujours été en fait donc il est très important d'avoir une banque centrale, qui va non pas chercher à simplement éditer de la monnaie, ou financer des projets nationaux, mais être véritablement un outil au profit des citoyens de la nation dans une volonté de protection face aux autres si on prend par exemple ce qui s'est passé depuis l'euro depuis l'euro on a une monnaie qui n'est absolument pas faite pour la France, enfin je vais parler de la France uniquement, je ne vais pas m'étendre et qui est faite pour, au contraire l'Allemagne, ce qui fait que finalement depuis l'avènement de l'euro on a à peu près une perte économique de l'ordre de 12% par an, en termes d'inadéquation de la monnaie euro par rapport à ce qu'aurait été le franc s'il avait été conservé ça veut dire quoi ? ça veut dire que chaque année la France perd 12% de sa production nationale par inadéquation de la création monétaire et c'est là où il est important de comprendre que la banque nationale elle est là pour faire les projets nationaux mais elle est surtout là pour faire coïncider la création monétaire aux besoins nationaux de développement encore une fois le but ce n'est pas de rentrer trop en profondeur parce que sinon on va se perdre, mais pour que ce soit suffisamment clair pour tous un pays est en compétition avec tous les autres pays dans un marché commercial global la monnaie détermine la capacité d'échange dans ces échanges commerciaux si votre monnaie n'est pas en adéquation avec votre production et votre capacité d'échange vous êtes perdant la banque centrale nationale doit être toujours en vigilance pour faire en sorte que ces échanges commerciaux à l'importation et à l'exportation soient plus favorables possible aux intérêts de la nation c'est son seul objectif, son seul but et donc ça veut dire quoi ? encore une fois dans ma vision personnelle et je reprécise encore une fois que mon modèle n'est pas fait pour satisfaire ma vision personnelle mais satisfaire la volonté globale si la volonté globale est autre à savoir faire en sorte qu'on favorise les importations pour que tout le monde puisse avoir son Iphone et sa voiture électrique made in China

[Intervenant 13] (1:54:58 - 1:54:58)

ok

[Intervenant 1] (1:54:58 - 1:55:45)

c'est pas ma vision des choses mais ça veut dire quoi ? dans ma vision personnelle de l'utilisation de mon modèle il faut faire en sorte que la banque nationale soit un outil de création monétaire tourné vers les intérêts exprimés par la nation et donc ça veut dire quoi ?

ça veut dire que la nation va devoir se poser la question de quel est le niveau

d'inflation, de stabilité monétaire, de balance commerciale c'est ça qui va devoir être décidé dans la chambre des questions et des réponses pour donner les indications à la banque nationale en termes de niveau de création monétaire j'espère avoir été suffisamment clair parce que c'est un sujet très complexe malgré tout

[Intervenant 2] (1:55:46 - 1:56:42)

alors je vais poser une question encore plus précise aujourd'hui on fait croire que nous créons notre monnaie alors qu'on les emprunte sur les marchés privés tout le monde le sait ou ceux qui ne le savent pas encore il faut qu'ils le sachent parce que c'est pas important depuis 73 nous n'avons plus notre capacité de créer la monnaie puisque nous avons ouvert une porte en donnant la possibilité d'emprunter sur les marchés privés et donc maintenant tout le monde ne se gêne pas et on voit bien que l'Union Européenne nous sommes nous la France obligée d'emprunter à la BCE, la Banque Centrale Européenne qui elle-même est obligée d'emprunter sur les marchés financiers. Elle n'est pas obligée mais elle le fait de fait puisqu'il y a une convergence d'intérêts donc dans ton modèle qui crée la monnaie ?

Est-ce que la nation emprunte ? Est-ce qu'elle la crée ? Est-ce qu'il y a de l'usure ?

Quels sont les critères d'obtention éventuellement ? Parce que tu parles de projets nationaux qu'est-ce que tu entends comme projets nationaux ?

[Intervenant 1] (1:56:43 - 2:00:31)

Alors d'ailleurs j'insiste encore une fois mais c'est très important de faire la différence entre le modèle et ma vision de ce qui peut être fait par ce modèle quand tu dis mon modèle le modèle c'est quoi ? C'est l'interface numérique citoyens.gouv.fr et les deux chambres chambre des questions, chambre des réponses et en fait ma vision personnelle de ce qui peut être fait par ce modèle génère ce que je décris dans l'infographie et dans mon poste. Dans ma vision personnelle effectivement je reviens à avant la loi de 1973 dite Giscard-Pompidou sur la création monétaire.

C'est-à-dire qu'aujourd'hui la création monétaire est faite par l'emprunt. C'est-à-dire que pour faire simple depuis 1973 et il y a eu des modifications par la suite mais pour la simplifier au maximum pour l'auditoire depuis cette réforme de la création monétaire l'argent est créé par l'emprunt. Je reviens sur cela.

C'est-à-dire qu'avant 1973 c'est la banque française, la banque nationale française qui décidait d'imprimer les billets en fonction de ce qu'elle considérait nécessaire à imprimer par rapport à la production nationale. Depuis 1973 il a été corrélé la création monétaire au niveau d'emprunt des entreprises et des ménages et de l'Etat également. Je reviens totalement sur ça parce que effectivement il existe un problème c'est que quand on fait corréler la création monétaire à l'emprunt il se pose un problème c'est que la monnaie structurale qui est créée n'est pas en adéquation avec la monnaie empruntée pour le faire simple pour tout le monde.

Pourquoi ? Parce que en fait les intérêts de la dette que nous subissons aujourd'hui sont tout simplement les intérêts d'une monnaie qui n'a jamais été créée. C'est une monnaie qui n'a jamais été créée.

Et donc la dette est totalement virtuelle et ne pourra jamais être remboursée. Si on

remboursait la dette finalement on enlèverait l'huile qui fait tourner le moteur. J'essaie d'être le plus sympathique possible parce que c'est un sujet très complexe mais je vais prendre un exemple pour que ce soit concret.

Vous avez votre voisin qui prend une bûche de bois dans son jardin cette bûche de bois il va l'utiliser pour faire une sculpture et il va vendre cette sculpture. Il la vend 1000 euros. Et vous vous voulez acheter cette sculpture.

Donc vous allez voir votre banque vous dire bonjour monsieur le banquier je voudrais acheter la sculpture de mon voisin qui vaut 1000 euros est-ce que vous pouvez me prêter de l'argent pour que je l'achète. Le banquier va dire oui ok je vais vous prêter 1000 euros avec un taux d'intérêt qui fait que vous me rembourserez 1100 euros. D'accord monsieur le banquier vous allez prendre les 1000 euros qui vous ont été prêtés vous allez acheter la bûche de bois sculptée de votre voisin lui il récupère les 1000 euros parce qu'il a créé une richesse qui vaut 1000 euros vous allez rembourser votre banque qui elle-même aura demandé à la banque centrale de lui éditer 1000 euros pour vous les prêter mais quand vous allez rembourser votre banque vous allez rembourser 1100 euros sauf que la banque elle aura fait éditer 1000 euros. Les 100 euros d'intérêt que vous devez lui rembourser n'auront jamais été créés c'est ça la dette qui emprisonne les citoyens et les nations depuis 73.

Donc il faut forcément y revenir il faut forcément revenir sur ce fait là qui fait que la banque nationale va éditer la monnaie comme elle le faisait avant 73 de façon directe sans création d'intérêt pour les encraver parce que j'exprime souvent aux personnes qui m'exposent la dette il faut faire des concessions il faut que les services publics soient concédés parce qu'il y a de la dette je pose souvent la question la dette mondiale on la doit à quelle planète ? Si on fait le cumul de toutes les dettes nationales de l'ensemble des pays de la planète à quelle autre planète on la doit ?

ça permet de comprendre un petit peu l'arnaque qui existe à travers cette fameuse dette due à la création monétaire qui depuis 73 est une escroquerie

[Intervenant 2] (2:00:31 - 2:02:16)

une prison pour les citoyens Alors entièrement d'accord avec toi et en même temps je rajouterai même quelque chose qui est quasiment inadmissible on fait croire aux gens que l'économie est quelque chose de compliqué ça reste quand même des plus, des moins des pourcentages et du bon sens surtout quand on gère une entreprise si on commence à faire des emprunts pour payer ses salariés ou que l'on commence à faire des emprunts pour emprunter la dette on appelle ça de la cavalerie c'est illégal et c'est sanctionné quand c'est un état on appelle ça faire rouler la dette c'est pas du tout illégal c'est autorisé c'est même encouragé et c'est ce qui fait qu'on en est au stade où on en est aujourd'hui je parle même pas de la France c'est pas important de savoir quel est l'exemple que l'on donne puisque c'est partout pareil c'est la même chose et donc effectivement il faudrait à un moment donné que on arrête de prendre les gens pour des imbéciles surtout quand on a 7 ans au ministère de l'économie quelqu'un qui sait même pas ce que c'est qu'un arbre et qui se targue d'avoir sauvé notre économie je pense que n'importe quel citoyen qui serait digne de ce nom avec un minimum de compétences et je pense que d'ailleurs la grande majorité des citoyens si on les informait de façon éclairée dans un débat contradictoire divergent serait capable de voter un budget parce que quand même n'oublions pas qu'on a du hors bilan

en France c'est incroyable surtout en France on a un budget de l'état avec du hors bilan et le hors bilan il pèse presque autant que la dette que nous avons donc aller comprendre quelque chose on autorise un état de faire ce qu'on n'autorise pas à faire une entreprise ou une personne privée et je trouve ça complètement délirant je te redonne la parole

[Intervenant 1] (2:02:16 - 2:02:39)

Pour moi dans ce que tu viens de dire qui complète effectivement ce que j'ai exposé mais l'élément qui est déterminant et tu l'as très bien dit c'est la nécessité d'information du peuple c'est à dire qu'on ne peut pas prendre des décisions si on n'en est pas informé on ne peut pas comprendre l'arnaque de la loi de 73 si on n'est pas informé et c'est pas à un niveau extraordinaire de comprendre cela

[Intervenant 4] (2:02:39 - 2:02:41)

Non mais Bilot tu dis des bêtises

[Intervenant 1] (2:02:42 - 2:03:29)

Alors je vais te demander de patienter Actu je vais te passer la parole juste après Si je dis des bêtises tu pourras me rectifier Mais je considère effectivement que le niveau d'éducation et d'information nécessaire pour comprendre la création monétaire et d'autres aspects n'est pas monstrueux mais pour cela il faut deux choses, premièrement que l'information soit diffusée le plus largement possible et pas uniquement sur des canaux qui sont présentés comme étant complotistes et deuxièmement que les individus veuillent s'y intéresser et ne pas se complaire dans finalement la facilité et l'abrutissement qui leur est proposé Je terminerai là pour laisser la parole à Actu parce qu'on approche quand même des 2h20 et qu'il va falloir à un moment essayer de trouver une fin à ce space Actu puis on aura Démocrate direct puis France qui reprendra la parole Vas-y Actu

[Intervenant 4] (2:03:30 - 2:04:42)

Moi je ça c'est ce que je pensais avant quand je t'entends parler c'est quand je me fais alpagner par effectivement mon camp des gens de mon camp qui sont des souverains et souverainistes etc et qui apportent ces arguments là et qui oublient la moitié du problème parce que j'entends ce que tu dis par exemple ne pas expliquer qu'une banque est une entreprise quand tu viens expliquer que oui vous refaites votre toit, vous payez 1000 euros et vous avez un parasitage de la banque de 100 euros pour montrer un pourcentage non ça marche pas comme ça une banque est une entreprise, elle a des biens immobiliers, elle a des employés elle a ses coûts, elle a ses pertes aussi parce qu'il faut savoir qu'entre 10 et 20% des prêts ne sont pas remboursés par leurs clients alors qu'ils font toutes les garanties nécessaires soi-disant pour éviter cela, et bien pourtant il y en a donc ce que je veux dire par là c'est comme une entreprise il y a un comptable bilan et toutes les entreprises et toutes les banques ne sont pas en train de se remplir les poches mais au contraire il y a beaucoup de bilans négatifs chez ces banques, vous avez entendu au moment des crises comme quoi il y avait un énorme problème de temps en temps qui apparaissait, des banques sur-endettées, alors me dire que c'est des parasites qui profitent allègrement sur votre toit de maison c'est ne pas comprendre ce que c'est une entreprise et donc une banque, donc attention Deuxième chose à dire

[Intervenant 1] (2:04:43 - 2:05:13)

Je vais t'écouter parce qu'avant que tu ailles sur ton deuxième point, je vais te laisser y aller bien entendu je t'inviterai à réécouter ce que le Space est enregistré

et si t'arrives à trouver dans ma parole le fait que les banques soient des parasites et bien je te paye une caisse de champagne ou de ce que tu veux je n'ai jamais parlé du fait que les banques soient des parasites j'ai parlé du fait que la création monétaire par l'emprunt est une absurdité les banques existaient avant 73 et la banque nationale existe avant 73, la création monétaire existe avant 73 et les banques existaient et vivaient avant 73

[Intervenant 4] (2:05:13 - 2:05:14)
je vais y venir, c'est mon deuxième point

[Intervenant 1] (2:05:14 - 2:05:19)
c'est important de préciser que tu...

[Intervenant 4] (2:05:19 - 2:10:51)
d'accord, donc en tout cas c'est une entreprise elle doit faire du bénéfice, elle a une marge extrêmement faible, contrairement à ce que vous pensez par exemple dans votre supermarché alors que le supermarché ne crée pas un nouveau produit quand il achète en Chine et vous le revend 4 fois le prix, et bien il crée une richesse lui aussi parce qu'il a désemployé des coûts etc voilà, bref, ceci étant dit maintenant la création monétaire alors là aussi les raccourcis en veux-tu en voilà des soi-disant spécialistes de la monnaie on va lire un bouquin qui va dire le contraire et là on commence à comprendre qu'on s'est fait un peu bananer et doser, et je me suis fait doser pareil donc je vais exposer directement les arguments c'est simple, il faut effectivement, tu l'as bien dit, différencier et vous allez voir pourquoi le problème il faut différencier effectivement la création de monnaie alors effectivement une banque demande de l'argent à l'état et elle a le droit de créer cet argent là, pour vous le prêter bien évidemment, si le client ne rembourse pas, c'est elle qui devra rembourser cet argent là on se rappelle quand même, donc c'est pas complètement inconscient, c'est pas dans la folie pure qu'une banque fait de l'argent il y a des conditions de prêt, de contrat qui sont vérifiées, donc l'état se porte garant de la création du privé elle vérifie ce que fait la banque, il ne faut pas croire qu'elle est en roue libre pour la banque, et elle crée la monnaie instantanément comme elle veut, non non non, elle montre les identités les dossiers, vont à l'état et l'état contrôle les prêts bancaires privés il ne faut pas croire, c'est pas du grand n'importe quoi c'est pas de la folie pure, je crée des milliards et puis je m'en bats les couilles donc ce que je veux dire par là, est-ce que c'est un bon système d'avoir ces banques là qui n'ont pas cet argent là qui créent cette monnaie là, qui vous permet d'aller créer votre entreprise, votre boutique votre usine, votre hôtel, acheter votre bien oui, c'est bien qu'il y ait une création monétaire parce que si on attendait que les banques aient vraiment l'argent comptant sur leur banque, et bien il y aurait peu d'emprunts, il y aurait peu de créations d'entreprises et de richesses, et ce serait une catastrophe l'emprunt est quelque chose qui crée la richesse c'est pour preuve, j'ai actuellement j'en suis maintenant bientôt au million, cette année je serai au million d'euros empruntés, je n'ai jamais été autant endetté de ma vie, mais je commence à être riche c'est paradoxal, mais vous le savez donc je veux dire par là, il ne faut pas croire que la création monétaire privée est quelque chose de catastrophique, ça a toujours existé depuis l'aube des temps et ce n'est pas forcément négatif, et que ça soit contrôlé par le public, par l'État, c'est une bonne chose, c'est une banque centrale, maintenant ce qui pose problème en apparence aux deux premières quand on se fait avoir et banaler comme moi je me suis fait banaler c'est qu'on croit que on nique l'État, parce que l'État auparavant effectivement en 1973 empruntait à taux zéro alors on trouve ça génial, qu'effectivement quand on construit, et là je vais

repandre ton exemple un hôpital à 800 millions, et qu'on doit payer peut-être 1,2 milliards ou 1,4 milliards d'intérêts donc on perd une paire d'argent totale pour l'État et pourquoi l'État se prêterait de l'argent, mais justement c'est pour limiter le problème parce que là aussi, il ne faut pas croire aussi parce que l'État est un bon payeur, rembourse toujours ses emprunts je suis d'accord avec vous, mais cependant il faut limiter sa folie à l'État et c'est pour ça que les taux s'envolent, on se rend bien compte que la richesse produite par un État et son train de vie n'est pas bon, et les taux s'envolent et ça calme un peu les ardeurs, et il ne faut pas croire, parfois ça coince, et quand ça coince, on a trouvé des superfiches, des hommes politiques qui ne respectent plus leurs règles de création monétaire, les candidativismes, etc c'est l'inflation que vous connaissez actuellement les conneries politiques sont toujours malgré un système, ils contournent le système l'homme politique contourne le système qui l'a mis en place pour empêcher leurs conneries et ils font leurs conneries, d'où l'inflation donc ce que je veux dire par là c'est que je trouve ça, et maintenant j'en appelle à du bon sens, très bien que l'État soit limité dans la connerie, les hommes politiques soient limités dans la connerie, c'est pas parce que quand ils ont contourné les règles que les règles de base à la base qu'ils ont mis en place pour s'empêcher de faire des conneries, soient mauvaises, je rappelle aussi un fait historique, en France nous avons eu une chose incroyable, c'est que nous avons eu quand même des politiques qui n'ont pas été des fous furieux, nous n'avons jamais connu, quasiment jamais connu, d'hyperinflation ça n'a jamais quasiment existé en France ce n'est pas le cas dans d'autres pays, il y a un énormément de pays dans le monde chaque année, vous entendez bien, chaque année où leur monnaie du jour au lendemain ne vaut plus rien ça vous parle, encore récemment, et encore plus à l'époque les Allemands à côté de nous vous l'avez vu dans les histoires, mais il n'y a pas qu'eux les Espagnols, les Italiens, les Anglais nous n'avons pas connu ça, et pas parce que nous avons connu ça nous estimons que nous sommes hors d'atteinte de cela c'est-à-dire qu'on se dit autant enlever l'usure, autant enlever l'intérêt, autant que l'État abatte monnaie, mais non, il faut éviter cette histoire qu'elle arrive un jour en France et donc respecter cette règle-là qu'il y ait en même temps un contrôle de l'État sur l'emprunt privé et qu'il y ait un contrôle du privé sur ce qu'est en train de faire l'État et je trouve ça assez sain comme système de se contrer mutuellement pour éviter qu'un jour, demain, votre économie du jour au lendemain, parce que des politiques insensées et incompetentes ont battu monnaie, alors Macron a battu monnaie, 1000 milliards, ce qui fait qu'actuellement quand vous êtes un petit peu ricrac et osmique vous ne vous en sortez pas, le temps que ça s'adapte, le temps que les salaires remontent et malheureusement nous sommes aussi dans un deuxième paradoxe c'est qu'on peut s'amuser à emprunter dans l'État, c'est pour ça qu'on a laissé courir la dette, parce qu'on savait qu'on produisait de plus en plus de richesses, or depuis quasiment 4-5 ans le PIB français n'augmente plus malgré les revisitages de calculs et même depuis 10 ans, malgré les revisitages de calculs comme par exemple l'insertion de la quantité de drogue dans le PIB comme la production de la prostitution dans le PIB, vous savez les hommes politiques battent constamment et là c'est la catastrophe, c'est que notre pays pour la première fois depuis 10 ans ne produit pas de plus en plus de richesses et est-ce que c'est la faute de la monnaie ? Non, c'est la faute de notre incapacité à nous avoir adaptés au monde moderne que nous sommes en train de vivre, c'est tout.

Je veux répondre, s'il vous plaît.

[Intervenant 1] (2:10:51 - 2:10:53)

Je vais te laisser répondre Stéphane et puis je répondrai aussi par la suite.

[Intervenant 2] (2:10:53 - 2:15:13)

Oui, bien sûr. Merci pour cette intervention autant couleur. Je pense que la grande majorité des gens qui sont ici savent faire la différence entre la monnaie scripturale et la monnaie fiduciaire.

Donc on ne va pas faire insulte à leur intelligence. Je pense que mélanger les dérives politiques avec les dérives de la finance, je ne prends pas ça comme une attaque personnelle, je pense que c'est une manolité intellectuelle qui nous a été inculquée. Parce que simplement, aujourd'hui, la financiarisation de notre monde c'est aussi la financiarisation de notre dette et tout ça n'a rien à voir avec le fait de se contrôler ou de se contrôler.

Aujourd'hui, les banques effectivement, tu as tout à fait raison, sont contrôlées par un organisme d'État qui crée de la monnaie mais elle ne le crée pas vraiment puisqu'elle emprunte sur des passes publiques et que l'on injecte de l'argent qui n'existe pas pour décorrérer aujourd'hui notre problématique principale de notre pays et de toute la grande majorité des pays, c'est qu'il y a une dissociation complète entre la finance et la production.

Et depuis des décennies, depuis qu'on a laissé la finance, c'est-à-dire, excuse-moi, je vois que tu es banquier mais moi je ne parle pas, quand je parle des banquiers, je ne parle pas de mon voisin ou de ma tante ou de mon ami qui travaille dans les banques. Je parle de ceux qui décident et ceux qui décident mettre au service aujourd'hui de la finance. Les gens qui sont riches aujourd'hui, ce sont des gens qui sont riches de finance.

Ce sont ceux qui touchent des jetons de présence dans un conseil d'administration, ce sont ceux qui bénéficient de la création monétaire sous prétexte que leur entreprise est too big, too full. Puisque l'on voit qu'aujourd'hui, on a effectivement, et tu as raison, des banques qui sont en faillite et qui sont maintenues à bout de bras comme les pays effectivement. Quand tu parles d'hyperinflation, on n'en a pas eu.

Oui, on n'en a pas eu simplement parce que nous avons pas été attaqués économiquement comme l'ont été la grande majorité des pays qui ont vécu ça ou alors parce qu'on n'a pas eu une guerre qui nous a économiquement mis à jout. Mais ce principe fondamental de création monétaire qui est une propriété de la nation et donc du citoyen et du peuple, je suis désolé de te le dire, et on pourra le mettre dans tous les sens que l'on veut, c'est un droit qui devrait être inaliénable à toute société qui se respecte et qui nous a été volé simplement. Je n'ai rien contre le système bancaire, il en faut, même si j'ai d'autres idées, mais ce n'est pas le propos aujourd'hui.

En attendant, je pense qu'on ne peut pas dire, si on est un tant soit peu honnête, que le mélange de la monnaie scripturale et le mélange de la monnaie fiduciaire soit quelque chose de viable à terme. Et d'ailleurs, ce n'est pas viable à terme, et on le voit bien tous. On se rend compte, il suffit juste d'aller voir le compteur de la dette américaine et de comprendre que tous les ans, pour éviter le black code dans leur monde de fonctionnement, ils sont obligés de revoter le plafond.

Mais c'est le système monétaire qui veut ça. Il porte en son sein un système mortifère. La croissance exponentielle à tout prix ne marche pas.

Tout le reste, effectivement, tu as raison, il y a des pertes d'inflation, il y a de la façon parce qu'il y a trop de monnaie, il y a de l'inflation parce qu'on va payer quatre fois plus notre économie, pardon, notre énergie que nous avons à un moment donné eu beaucoup moins cher en les alliant avec les russes ou d'autres partenaires, et qu'on a mis en place des machines genre l'AREM pour nous faire payer à nous qui produisons l'électricité la moins chère au monde, on nous la fait payer parmi ceux la plus chère au monde. Bref, tout ça, c'est quoi ?

C'est le service de la finance. Contrairement à ce que nous a dit Hollande, mon ennemi, c'est la finance. On a bien vu que tous les politiques depuis des décennies pratiquent quelles politiques, justement ?

Celles de la finance, ni plus ni moins. Alors, je comprends et j'entends ton plaidoyer sur les banques, on n'a rien contre les banques, mais la réappropriation de la monnaie scripturale et la réappropriation de la monnaie fiduciaire, elle est indispensable à une économie qui se respecte et à une démocratie directe, justement. Voilà, c'est tout ce que je voulais dire.

[Intervenant 1] (2:15:14 - 2:21:25)

Alors, du coup, moi je vais prolonger. Alors, déjà, premièrement, je vais vraiment tous vous inviter, mais presque vous supplier, d'aller regarder le documentaire que j'ai épinglé en haut, là, c'est le petit point le plus à gauche, sur l'incidence de l'Europe pour la France et en particulier pour l'économie française. Parce que quand on me dit que finalement la création monétaire n'a pas d'impact sur la productivité et la croissance de la France, je suis désolé, c'est une erreur mais totale.

Parce que, en fait, la création monétaire va déterminer le cours de la monnaie nationale qui est l'outil d'échanges commerciaux. Et si on comprend que la monnaie euro n'est absolument pas adaptée à l'économie française mais à l'économie allemande, on comprend parfaitement pourquoi l'industrie française, pourquoi l'économie française, depuis le début des années 2000, est en déclin permanent et majeur. C'est deux choses qui vont l'une avec l'autre.

Ensuite, comme je l'ai exprimé, je ne suis absolument pas contre les banques. Les banques sont d'utilité. Elles sont d'utilité.

Et prêter de l'argent, forcément ça a un coût parce qu'il y a une part qui n'est pas remboursée, qu'il faut compenser et parce que prêter de l'argent, c'est se séparer d'un potentiel d'investissement et donc de bénéfices qu'il faut compenser par une rémunération, d'où les intérêts. Je ne suis absolument pas contre l'idée de l'usure. Ce n'est pas mon propos.

Par contre, je suis contre l'idée que l'usure soit faite sur le dos de la monnaie scripturale, donc c'est-à-dire l'édition de la monnaie par l'État, pour financer l'État. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que la Banque Nationale doit éditer la monnaie, qu'elle doit financer l'État, mais qu'ensuite les particuliers, les entreprises, doivent être financées par des entreprises privées qui sont des banques.

Et quand tout à l'heure, Actu, tu exposais le fait que finalement les banques prennent des risques à travers le prêt, mais pas du tout. La banque, elle ne prend pas de risques à travers le prêt puisqu'elle a des intérêts qui sont faits pour

compenser le risque. Les banques prennent des risques sur la spéculation et le problème, c'est que quand une entité privée prend des risques sur la spéculation, qu'est-ce qui se passe quand son risque s'est avéré être infructueux ?

Normalement, elle devrait l'assumer dans un système libéral. Le problème, c'est que quand on a des entreprises privées, donc des banques, qui prennent des risques sur la spéculation, typiquement la crise des subprimes, 2007-2008, et qu'elles se sont plantées, qu'est-ce qui se passe ? Elles sont refinancées par la collectivité.

Alors, je vais te dire, c'est un domaine que je connais assez bien parce que j'ai été gérant d'une société de gestion de patrimoine pendant quasiment dix ans. Aujourd'hui, le problème, c'est quoi ? C'est que depuis 1973, les banques sont devenues des outils incontournables de l'économie au détriment des banques nationales.

Si on remettait chacun à sa place, les banques nationales éditeraient la monnaie, financeraient les Etats pour les grands travaux. Les grands travaux, je vais t'en donner un exemple très clair. La France est un des pays, si ce n'est le pays qui a le nombre de kilomètres de côte le plus important.

On a une capacité de production énergétique énorme à travers les côtes, en offshore, entre autres. L'énergie est la ressource la plus importante au monde. Si nous avions un système fait par une banque nationale qui finance l'Etat à sa juste mesure, nous pourrions utiliser ce financement pour développer l'Etat plutôt que financer des banques qui, elles, vont bénéficier des intérêts qui font de ces banques les geôliers de la prison économique qui nous est imposée.

Les banques, elles, pourraient gagner leur pognon, c'est pas le problème. Et tant mieux que les banques gagnent leur pognon parce que une banque qui gagne de l'argent, elle paye des impôts, elle participe à la collectivité. Le problème, c'est qu'aujourd'hui, comme l'expliquait Stéphane, elles sont les vampires du système économique.

Et un autre détriment. Pourquoi ? Parce que tu te dis que les banques te prêtent et qu'elles te permettent de faire de l'argent très bien, sauf que tu ne t'en rends pas compte que par ce système-là et les intérêts qu'elles génèrent, qui ne sont pas créés.

Encore une fois, le problème, c'est que les intérêts créés par les banques ne sont pas créés monétairement au niveau fiduciaire. Au niveau scriptural. Donc ça veut dire quoi ?

Ça veut dire qu'aujourd'hui, on nous bassine avec les intérêts de la dette avec la dette. C'est ce qui nous amène à devoir renier sur tous nos acquis sociaux, mais encore une fois, on ne pourra jamais les rembourser. C'est une illusion.

Donc, c'est ça qui me dérange dans ton propos, c'est que tu sous-entendrais que je ne souhaiterais aucune banque. Ce n'est pas du tout le cas. Je fais bien la distinction entre les banques privées et la banque nationale.

La banque nationale est là pour éditer l'argent, et non pas sur la volonté politique, mais sur la nécessité économique du pays. C'est deux choses différentes. Et c'est là

où, encore une fois, ce que j'ai essayé de développer sur ce space, parce que c'en était le but, c'est de développer un modèle de démocratie directe qui, du coup, n'est pas soumis aux impératifs politiques des partis et des individus au sommet de ces partis.

Et donc, une banque nationale est là pour éditer la monnaie dans l'intérêt de la nation, et non pas dans l'intérêt politique d'un parti ou d'une personne au sommet de ce parti-là. Et du coup, les entités privées bancaires, elles sont dans leur fonction, qui est de faire de l'argent, comme toute société privée, sur le prêt de l'argent et éventuellement la spéculation. Mais elle devra aussi en répondre en cas d'erreur.

Si tu spéculer et que tu te plantes, surprise, prêt étudiant américain et pas mal d'autres plans comme ceux-là, il faut en assumer les conséquences. Et il n'y a pas de raison, finalement, que la collectivité soit là pour subir ce que les banques font quand ça leur est profitable, et assumer ce que les banques font quand ça ne leur est pas profitable. Voilà.

On va faire circuler, je te repasserai la parole après, Actu, mais d'abord, il y a démocratie directe qui était en attente, puis France constituante, et puis on a également Serge, et après je te repasse la parole, Actu, pour réagir. Vas-y, démocratie. Démocrate.

Enfin, je ne sais plus comment on fait.

[Intervenant 8] (2:21:25 - 2:24:11)

Sinon, tu dis démocratie, comme tu veux. Allez, vas-y. Pour rebondir un peu sur la monnaie, je vais faire assez court, parce qu'il y a de la demande à la parole et pour qu'elle circule.

Par rapport à la création monétaire, effectivement, je suis d'accord avec toi. C'est-à-dire qu'à partir du moment où il y a un intérêt, c'est de l'argent qu'on doit rembourser, et donc on doit travailler plus pour rembourser cet intérêt. C'est infini comme solution, puisque après, on va devoir emprunter, et c'est pareil pour les États, qui empruntent à l'infini pour ne rembourser finalement que de l'intérêt.

Sur 3 000 milliards de dettes, je ne sais pas combien l'intérêt représente, mais je crois que c'est plus de 2 000 milliards. Sur les 3 000 milliards, c'est uniquement de l'intérêt bancaire. Alors que si on était resté à un taux zéro, on aurait quasiment...

D'ailleurs, avant Pompidou, on avait quasiment un équilibre des dépenses de l'État, et l'intérêt est venu plomber, l'intérêt privé des banques est venu plomber notre équilibre en fait, par l'intérêt. Voilà, parce que quand on emprunte, une fois qu'on rembourse, on rembourse le capital qui est détruit, qui d'ailleurs, quand on dit que l'État prête, c'est juste une ligne sur un ordinateur. Il ne donne pas de l'argent en réalité, il donne l'autorisation à la banque de l'emprunter à Tartampion, ou à l'État, 1 million d'euros.

Et plus après, l'intérêt à rembourser effectivement. Donc par rapport à ça aussi, j'aime bien ta solution, de revenir un peu sur la Banque Nationale, bon aujourd'hui c'est la BCE, malheureusement, mais bon, en tout cas, sur une Banque Nationale dans ton modèle, il y a aussi peut-être ta solution par les citoyens, et je vous invite juste, j'en finirai là, à rechercher sur Internet, j'en ai déjà parlé, une création

monétaire qui existe, qui est en fonction, qui est expérimentale aujourd'hui, qui s'appelle la monnaie libre, JUNE, J-U-N-E-S, son symbole, c'est un G, la lettre G avec un chapeau, puisque c'est un Macron, ça s'appelle dessus, mais ne pensez pas que c'est le Macron Président, c'est le symbole qui est comme ça, c'est un symbole polonais, je crois. Donc le G, avec le symbole, et le 1, je vous invite à aller voir sur Internet, tapez monnaie libre, monnaie-libre.fr, pour vous intéresser à ça, c'est des citoyens qui ont créé ça, une théorie d'un mathématicien qui est à Perpignan, pour créer une monnaie libre qui est distribuée à chaque citoyen, comme si chaque citoyen était une banque, et c'est ce qu'on appelle l'hélicoptère, donc il n'y a pas de banque, directement l'argent est distribué aux citoyens, qui en font ce qu'ils veulent, et du coup, ça rejoint pas mal les différents modèles éventuels de démocratie directe.

Je ne rentre pas plus dans les détails, je vous invite à la découvrir vous-même.

[Intervenant 1] (2:24:12 - 2:24:27)

Merci, démocrate directe, effectivement, c'est très intéressant pour ce qui est de la question économique, dans le cadre d'une démocratie directe, encore une fois. Merci pour ton intervention, on va donc repasser la parole à France, puis on aura Serge et Actu qui reviendra.

[Intervenant 7] (2:24:28 - 2:25:47)

Oui, le problème de la monnaie est effectivement très important, et je suis tout à fait d'accord avec Débiocratie, ainsi qu'avec Actu, aussi bizarre qu'elle puisse paraître, parce qu'Actu a aussi raison, et justement, là, je vais donc poser une question Débiocratie, auquel, oui, malheureusement, tu ne réponds pas. Oui, effectivement, il faut revenir à une création monétaire, ça je suis d'accord, du moins s'il concerne l'État, pour financer les grands travaux, là-dessus, ça je suis tout à fait d'accord, mais quid du fait que l'économie actuelle, et ça je dirais ça au niveau mondial, est totalement à crédit à l'heure actuelle, c'est ça que c'est un truc auquel il faut prendre compte, et là, justement, l'intervention d'Actu est vachement importante, parce qu'il met justement le doigt sur ça à l'heure actuelle, et à partir du moment où l'économie tourne à crédit à l'heure actuelle, vous revenez à un système de création monétaire pur, et bien vous ne faites plus tomber la baraque, il faut dire les choses comme elles sont, voilà, alors nous, à France Transistante, on a une solution, je sais que ce n'est pas le moment de la présenter, puisque c'est surtout toi d'Ibidocratie qui présente ton modèle, mais je te demande de répondre à cette question s'il te plaît, parce que elle est relativement importante, merci.

[Intervenant 1] (2:25:48 - 2:27:56)

Pour moi, elle est très simple, c'est-à-dire que quand un système est à la dérive, il y a deux solutions, soit on considère que parce qu'il est à la dérive et que ce serait dangereux de revenir sur sa dérive, on la laisse dériver jusqu'à Vita Aeternam, ou est-ce qu'on dit stop, on arrête. Quand tu parles de finalement une économie qui est tournée uniquement par l'endettement, mais oui, renseignez-vous sur l'enrichissement de Bernard Arnault, quand Bernard Arnault fait des emprunts à taux négatif, vous comprenez bien que le système est totalement à la dérive, c'est-à-dire que le mec il emprunte 500 millions et il doit rembourser 450. Mais qui paie les 50 millions qu'il a empruntés qu'il ne rembourse pas ?

Donc, ce que je veux dire par là, c'est que soit on est dans une économie réelle et chacun doit en assumer les conséquences, soit on est dans une économie qui est totalement virtuelle et finalement, on établit des richesses qui ne sont que fictives

et on considère que cette fiction devient la réalité. C'est pas mon postulat. Et le problème, c'est que depuis de trop nombreuses années, on a laissé la machine perdre sens.

Totalement. Mais reprenez l'Islande par exemple. Quand vous prenez les Islandais, qu'est-ce qu'ils ont fait ?

Les Islandais ont dit stop. Ils ont dit stop. Ils ont dit ok, on va assumer les conséquences de ce stop que l'on demande.

Alors, ça ne veut pas dire qu'aujourd'hui ils sont revenus dans le droit chemin véritablement. Mais au moins, ils ont fait un constat. Je ne sais plus exactement la date, mais ils ont fait un constat.

Le système est à la dérive. On dit stop. On en assumera les conséquences.

Et on repart sur des bases saines. Moi, je considère que plutôt que de laisser l'embarcation aller toujours plus loin dans la dérive, il vaut mieux un moment tirer le constat de l'échec, faire le bilan, en assumer les conséquences et repartir comme il faut. Parce que plus on laisse aller la dérive, plus on sera inéluctablement amené à chuter sans en avoir la maîtrise.

Moi, je préfère maîtriser la chute plutôt que la subir.

[Intervenant 7] (2:27:58 - 2:28:48)

Oui, je suis assez d'accord avec ça. Mais encore une fois, je te répète, à l'heure actuelle, l'autonomie tourne à crédit. Si tu fais tout d'un coup, et je dis bien tout d'un coup, que tu arrêtes, que tu repasses à la création monétaire sur la base d'une monnaie effectivement adossée à quelque chose de réel, je te garantis que tu coules complètement l'économie.

D'ailleurs, à ce sujet, Stéphane, il y a une petite réflexification à faire concernant le hors-bilan. Ce n'est pas presque la dette, c'est largement plus que la dette actuellement, le hors-bilan. Le hors-bilan, la dernière fois que je l'ai calculé, et je dis bien, attention, c'est le chiffre qui est pris dans la comptabilité générale, j'en étais arrivé à 4500 milliards, 4500 milliards de hors-bilan.

[Intervenant 1] (2:28:48 - 2:30:00)

C'est énorme, c'est énorme. C'est deux fois la dette. Tu te rends bien compte que c'est une fuite en avance sans fin ?

Tout à fait. Pour faire très simple, soit tu acceptes l'idée aujourd'hui de remettre tous les intervenants de ce système autour de la table pour dire, voilà, stop, on arrête. Stop, on arrête.

On repart sur quelque chose, il va falloir repenser le modèle réel collectivement, soit tu laisses aller et forcément, inéluctablement, tu chuteras, quoi qu'il en soit. Moi, je suis partisan de dire aujourd'hui, je suis partisan de dire aujourd'hui, mais encore une fois, à travers un modèle de démocratie directe, il faudra se poser cette question. Parce que de toute façon, déjà, tu sors de l'Europe, tu sors de cette mascarade qu'est la BCE, ce modèle économique qui s'intègre dans un système mondial qui, lui-même, est une mascarade.

Donc, forcément, mais encore une fois, à partir du... En fait, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les profits que nous avons faits de ce système depuis plus que des décennies maintenant va devoir se confronter au réel et on va devoir en assumer les conséquences. Mais ça, je suis désolé, ça s'appelle la responsabilité.

Il va falloir s'y confronter. Ça va faire plus que mal. Plus que mal.

Mais de toute façon, ce mal, il arrivera peu ou tard.

[Intervenant 2] (2:30:02 - 2:33:59)

Je voudrais intervenir... Je voudrais intervenir pour répondre à fond et compléter ce que tu viens de dire en trois petits points. Par rapport à l'Islande, tu parlais de responsabilité tout à l'heure, à un moment donné, en 2009, ils ont mis en prison leur ministre de l'économie qui avait contracté des emprunts contre l'avis de l'État.

Et c'est bien le seul pays au monde, bon, d'accord, 360 000 habitants, grand comme l'Aquitaine, on est bien d'accord, avec un parti pirate au pouvoir, même à une époque. C'est assez drôle, d'ailleurs. Bref, pour la petite anecdote, ils ont quand même mis leur ministre en prison parce qu'ils ont refusé de porter la responsabilité de la décision d'une personne qui a, au niveau national, plombé toute leur économie et leurs dettes.

Ça, c'est le premier point. Troisième point... Excuse-moi, ils l'ont assumé, la dette.

Ils l'ont payée, de mémoire. Ils l'ont assumée. On est bien d'accord.

Ils ont reporté des échéances, etc. Ils en ont quand même supprimé une partie, il faut dire la vérité. En ce qui concerne...

Franchement, ce que tu disais sur leur bilan, tu as tout à fait raison. Le seul problème, c'est que pour avoir, moi aussi, à un moment donné dans ma vie, essayé de comprendre comment fonctionnait le budget de l'État, je t'avoue que je n'ai pas pu réussir à comprendre vraiment, puisqu'on n'a jamais les bons chiffres. Donc il est clair que si un jour une démocratie directe doit arriver, il va falloir commencer par faire un audit de la dette, un audit du fonctionnement de l'État.

Et je suis assez d'accord avec toi. Quand je parlais du doublement de la dette, je parlais simplement... Parce que là, si on réfléchit bien, c'est un non-sens.

Je parlais de la... Pardon, comment on appelle ça ? De la financiarisation des retraites des fonctionnaires.

Aujourd'hui, on en arrive à financiariser la retraite. C'est comme personne ne comprend ou ne sait ou n'est pas au courant qu'aujourd'hui, on financiarise la sécurité sociale et son financement. C'est quand même incroyable.

Et ça me fait donc venir au troisième point, et on va pouvoir rebondir et redonner certainement la parole après Actu par rapport à ça. Avoir une économie d'emprunt, mais aucun problème. Si c'est pour emprunter sur de la production, si l'emprunt sert à créer de la richesse réelle, à créer, acheter l'immobilier, faire de l'industrie, faire de l'agriculture et pas l'agro-business qu'on a aujourd'hui, aucun problème.

Le seul problème, c'est qu'aujourd'hui, l'emprunt, il sert à quoi ? À enrichir ce monstre de la finance qui s'enrichit de plus en plus. Et qu'est-ce que l'on voit et qu'est-ce que l'on constate ?

Dans notre société, ce que disait Jacques Chirac, la fameuse fracture sociale et non pas manger des pommes, le peuple s'appauvrit de plus en plus, puisqu'il n'y a pas de possibilité d'avoir de la production qui lui permette d'augmenter ses salaires et d'avoir entre guillemets un plein emploi, et la finance s'enrichit de plus en plus. Et toutes les statistiques, y compris de l'INSEE, qui pourtant la plupart du temps sont bédonnées, le montrent. Donc il faut bien changer le modèle.

Il faut bien à un moment donné que cette finance arrête de s'auto-analyser, de s'auto-co-opter. Encore une fois, les politiques qui, on a quand même bon dos toujours de taper, ils sont quand même au service des membres, c'est-à-dire de ceux qui aujourd'hui profitent de l'argent qui est injecté au niveau financier, de ceux qui... Enfin, il y a une époque, il y a une chose qui me...

Il y a une dizaine d'années, quand on disait le 440 n'arrivera jamais à 4000. Aujourd'hui, il est à 8000. Et des fois, on entend des gens qui disent qu'il arrive à 12 000.

Pardon, j'ai fait tomber une bouteille. Mais ça ne veut rien dire. On est dans une réalité totale.

Cette monnaie n'existe pas. Elle sert à enrichir des gens de plus en plus fortunés, de plus en plus minoritaires, au détriment de la vraie économie de production. Et ça, c'est en ça qu'il faut bien différencier le scriptural du fiduciaire et il faut bien différencier l'emprunt de production et de l'emprunt qui sert juste à injecter de l'argent dans la machine financière.

Voilà, merci.

[Intervenant 1] (2:34:00 - 2:34:13)

Merci Stéphane. On avait Serge et ensuite on aura ActuPolice clôturé, je pense, parce qu'on approche des trois heures de space. Et à un moment, il va falloir essayer de clôturer.

Re-Serge et puis après Actu. Et merci.

[Intervenant 5] (2:34:13 - 2:36:07)

J'aimais bien ton façon d'exprimer à qu'appartient toutes ces dettes, si on réunissait toutes les dettes, à quel planète. Mais plus que demander quel planète, c'est en quoi est représenté ça. Je suis ton modèle, on est dans l'idée que nous, les Français, que ce soit la banque française qui prend la production monétaire.

Mais la question que je me pose, j'écoute parler d'économie réelle et d'une économie fiduciaire dans laquelle, bon, derrière, il n'y a rien. C'est une construction sociale basée sur la confiance. La question que je te pose, c'est, est-ce que dans ton modèle, on parle d'une production monétaire dans laquelle il y a un valeur intrinsèque et pas fiduciaire seulement.

Ça veut dire reposer sur la confiance. Est-ce que derrière, on va mettre quelque chose comme l'or, etc.? On voit aussi qu'il y a des pays qui ont pris le contrôle de ça

et ont décidé de justement faire valoir sa monnaie par rapport à quelque chose derrière.

Alors intrinsèque et que ça va changer beaucoup. C'est dans ton idée d'une banque française qui va faire l'édition monétaire basée sur quelque chose derrière ou seulement fiduciaire. J'avais une autre question sur quel est le rôle, mais je crois qu'il n'y a pas de temps, quel est le rôle, parce que dans ton modèle, on dit les citoyens vont voter et élire.

Mais ça s'arrête là ou c'est vraiment une délibération citoyenne? Bon, c'est autre question, mais bon, si tu ne peux pas répondre à ces dernières, au moins la première. Merci.

[Intervenant 1] (2:36:08 - 2:38:08)

Je vais répondre à la première et je te demanderai de reformuler la deuxième parce que je ne l'ai pas comprise. Pour la première question, la création monétaire normalement doit être en corrélation avec la production intérieure brute. Ça veut dire quoi?

Ça veut dire que normalement, l'édition de monnaie financière, de monnaie scripturale, on va dire, doit être en adéquation avec la création de richesse intérieure. Le problème, c'est qu'à partir du moment où, depuis 1973, ils ont considéré que la richesse produite de façon intérieure est en corrélation avec l'emprunt nécessaire pour l'acheter, finalement, ils ont perverti le système. Donc, de mon point de vue, il y a deux aspects de la création monétaire.

Premièrement, la création monétaire qui est en adéquation avec la création de richesse nationale. Ça, c'est la création de monnaie circulante. Et puis, il y a la création de monnaie, en quelque sorte, de prospective.

La création de monnaie qu'on pourrait presque appeler spéculative, c'est-à-dire celle qui finance l'État. Pourquoi ? Parce que quand la Banque Nationale finance des grands projets nationaux, qu'est-ce qu'elle fait ?

Elle l'investit sur l'État, sur ce que produira l'investissement de l'État. Donc, c'est là où il faut comprendre qu'il y a deux natures de création monétaire. Il y a celle liée à la production nationale et il y a celle liée à l'investissement national.

Et ça forme un ensemble, qui est la création monétaire nationale. Donc, pour répondre à ta question simplement, non, je ne suis pas sur le franc or, toutes ces choses-là, où les politiques de franc fort, comme on avait connu fin des années 90, fin des années 80 jusqu'en 90, et ensuite, après, avec l'Eurofort de la Banque Centrale Européenne, pour moi, c'est des conneries. Parce que, encore une fois, c'est vouloir décorrélérer la nécessité de l'État liée à sa production, à la création monétaire en elle-même.

Donc, voilà. C'est pour répondre à ta question. Si tu peux reformuler ta deuxième question, que je n'ai pas compris avant de passer la parole à l'actuel.

[Intervenant 5] (2:38:09 - 2:38:43)

Oui, non, la deuxième question, c'était justement le rôle que vont jouer les citoyens dans ton schéma et modèle. Bon, il dit que les citoyens vont voter et élire. Mais, ça s'arrête là.

Bon, il y a aussi les ribes, etc. Mais, est-ce qu'il va au-delà des simples votantes et électeurs ou va aller plus loin la délibération des décisions dans toutes les prises de décision ?

[Intervenant 1] (2:38:43 - 2:40:13)

Ah ben, chaque citoyen est, dans mon modèle, quelqu'un qui va pouvoir poser des questions et apporter des réponses. Donc, forcément, il est, en quelque sorte, également à la délibération puisqu'il va apporter des réponses aux questions qu'il peut lui-même se poser. C'est-à-dire que si on reprend la question monétaire, la question qui peut être posée, c'est est-ce qu'il faut que la Banque Nationale soit plus portée vers l'investissement national ?

Voilà. C'est une question comme ça que peut poser un individu. Si la majorité des citoyens pensent que cette question a du sens, ils vont voter pour et cette question bascule dans la chambre des réponses.

Et du coup, il faudra apporter la réponse à cette question. Une réponse doit être argumentée, doit être développée, doit être précisée. Et donc, certains vont apporter l'idée que vouloir apporter de plus en plus de financements nationaux à l'État, c'est en quelque sorte se diriger vers un communisme qui peut être dangereux parce que décorrélé de la production privée.

Et donc, faire en sorte que l'État soit un substitut à l'économie réelle privée. Et d'autres vont au contraire considérer que la production d'État est un outil au développement de la production privée et essayer de le développer. Et chacun essaiera de comprendre les tenants et les aboutissants de ces deux prises d'opposition, il peut y en avoir beaucoup d'autres, et voter en conséquence.

Alors, je ne sais pas si j'ai répondu comme il fallait à ta question, c'est comme ça que je l'ai comprise.

[Intervenant 5] (2:40:14 - 2:40:34)

Oui, mais je crois que c'est nécessaire de mettre dans l'infographie parce que tel qu'elle est aujourd'hui, elle laisse penser que c'est seulement voter et lire. Non, il faut inclure l'autre partie, que c'est un rôle très actif dans la chambre des propositions, des questions et des réponses.

[Intervenant 1] (2:40:34 - 2:41:47)

Ça y est, je comprends. Pour moi, effectivement, dans une vraie démocratie directe, en fait, chaque citoyen en fait, pour faire très simple et le schématiser au maximum, je considère qu'aujourd'hui, le modèle est fait pour faire de nous des enfants politiques. Un enfant, c'est quelqu'un qui ne décide de rien, qui est soumis à son autorité parentale.

Et, en fait, la vraie démocratie directe fait de chaque citoyen un adulte politique qui va devoir assumer les conséquences de ses choix et donc faire en sorte d'accumuler le maximum d'informations et de connaissances pour pouvoir faire les bons choix. Ça ne veut pas dire que ces choix ne seront pas dénués d'erreurs. Encore une fois, c'est ce que j'expliquais tout à l'heure à Christophe.

La démocratie, ce n'est pas l'absence d'erreurs, ce n'est pas la justice absolue. Mais au moins, quand tu fais une erreur, tu l'assumes plus facilement parce que c'est toi

qui l'as décidé. Et donc, la démocratie, c'est ça.

C'est que nous devons tous, collectivement et individuellement, devenir des adultes politiques pour nous former, nous informer afin de faire les choix qui s'imposent à tout adulte. J'espère avoir été le plus clair possible. Merci.

Je t'en prie, Serge. Actu, je t'en prie, et puis je pense que c'est toi qui clôturera les questionnements du Space. Vas-y, Actu.

[Intervenant 4] (2:41:49 - 2:42:39)

Pour répondre à Sergio ou Serge, je ne sais pas trop quoi. D'abord, je déteste entendre un mot que j'entends partout. C'est basé sur rien, la monnaie, c'est basé sur la confiance.

Genre, le banquier, il se dit en voyant Sergio débarquer dans sa banque, il a une tête sympa et un accent sympathique, je vais lui prêter de l'argent. Non, ce n'est pas de la confiance à la con. C'est basé sur vos revenus, ça fait combien de temps que vous travaillez, combien est votre loyer, combien est votre remboursement de crédit, combien votre marge peut vous rembourser, etc.

C'est basé sur des données, ce n'est pas de la confiance. Et c'est basé sur la réalité de ce que vous gagnez, ce que vous dépensez, on étudie vos comptes, etc. Donc, ce n'est pas de la confiance quand on bat la monnaie.

C'est un résumé critique bidon, l'argument fallacieux. Donc, ce n'est pas basé sur la confiance. Deuxième chose, je vais revenir.

[Intervenant 1] (2:42:40 - 2:42:47)

Je te permets de te couper, parce qu'encore une fois, là, on est vraiment dans mon domaine de prédilection, alors même si ça fait maintenant quelques années que j'ai abandonné le domaine.

[Intervenant 2] (2:42:48 - 2:43:04)

Stop, stop, stop. Attends, excuse-moi, début d'occasion, c'est juste une seule remarque. Est-ce qu'il est possible à tu, s'il te plaît, de ne pas être personne et de parler simplement en exposant tes idées sans aucune agressivité, s'il te plaît ?

[Intervenant 1] (2:43:04 - 2:46:02)

On est là pour être juste un peu plus bienveillants, en fait. On est là pour essayer d'être dans un commun. Et je pense que c'est ça que Stéphane veut exprimer.

Mais justement, en plus, au-delà de cette réaction un petit peu véhémente, je dirais, dans mon ressenti, j'exposerai l'exemple de mon activité professionnelle passée. Quand tu dis que finalement, l'emprunt, la monnaie ne repose pas sur la confiance, ce qui était le propos de Serge. Et que tu dis, voilà, il y a des éléments factuels.

Tu as à la fois raison et à la fois tort, de mon point de vue. J'entends bien de mon point de vue. Pourquoi ?

Parce que je vais prendre, et d'ailleurs c'est de l'actualité, puisque la niche fiscale de la loi Pinel, qui devait s'arrêter à la fin d'année, est repoussée un petit peu. C'est-à-dire que vous avez jusqu'à la fin de l'année pour effectuer une réservation, ça

avait déjà été le cas sur plein de lois antérieures, quand elles étaient prévues d'être arrêtées, et qu'il vous faudra, de mémoire, je crois que c'est au mois de mai, avoir finalisé devant notaire votre acquisition au 31 mai. Mais quand tu as, finalement, des banques qui vont prêter pour l'acquisition de biens immobiliers neufs défiscalisants sous des lois de niche fiscale Pinel, alors ça a commencé avec Mériori-Quillèze, Quillèze-Périssol, Besson-Robien, Borlo, enfin, chaque ministre du logement a mis sa petite loi, et que finalement, ces produits étaient de la merde.

Mais vraiment, pour faire simple, t'achetais un produit à peu près 20-25% plus cher que la véritable valeur du marché, tout simplement qu'il y avait une niche fiscale qui venait l'apporter, et que la banque, elle, te finançait un produit qui, pour faire simple, elle te finance 150 000 euros, un bien que t'achètes, 150 000 euros, qui en vaut réellement au mieux 110, 115, voire 120, et que tu vas revendre dans un schéma qui est catastrophique, parce que tout le monde revend au même moment, 90 000. La banque, finalement, qu'est-ce qu'elle fait, si ce n'est que te faire confiance parce que tu as un revenu relativement satisfaisant et autres.

Donc c'est ça où je pense qu'il faut faire attention dans ces absolus, qui est de dire, non, la banque, elle ne prête pas que sur la confiance. Bah si. Et je peux te dire, moi, pour avoir émis des emprunts dans des situations où je n'avais finalement aucune capacité à prouver ma solvabilité réelle, parce que j'étais dans des situations de transition, eh bien, parce que j'ai un petit peu de patrimoine, mais le patrimoine, il suffit que je le claque pour qu'il n'existe plus.

Et donc, c'est bien une relation de confiance. La notation bancaire des emprunts est une notation qui semble pragmatique, mais qui comporte énormément de subjectivité. Et je peux te le dire encore une fois, parce que ça a été mon domaine de prédilection et mon boulot pendant un peu plus de 10 ans, presque 15 ans en tant que salarié et entrepreneur, et quasiment 10 ans en tant qu'entrepreneur.

Donc, c'était juste pour mettre un petit peu de mesure dans l'idée que tu sous-entendrais que le consentement à l'emprunt est purement pragmatique. Très sincèrement, je peux t'assurer que ce n'est pas aussi affirmatif que cela. Je te rends la parole, excuse-moi.

[Intervenant 4] (2:46:02 - 2:46:36)

Donc, ça, tant pis. Moi, j'entends bien. Je dis que c'est basé sur des faits factuels.

Donc, tu as des notions relatives de clients à tête sympathique, des femmes à forte poitrine qui, donc, empruntent de l'argent comme ça. Bon, soit. Caractère.

Je l'ai dit, ce n'est pas la forte poitrine qui fait cela. Donc, ce n'est pas la confiance. C'est factuel.

Tes revenus, ton patrimoine, etc. C'est fait. Après, bien sûr que tu peux te ruiner le jour au lendemain et dire, ah, ton banquier, je me suis ruiné, je suis trop content.

Bon, je pense que ce scénario catastrophe est peu existant.

[Intervenant 1] (2:46:37 - 2:46:48)

Alors, là, à un moment, il faut arrêter les caricatures. Je vais te dire, si vraiment la confiance était la source même de l'offre du financement, les crises des subprimes, la crise des pré-étudiants et toutes ces crises n'auraient jamais existé.

[Intervenant 4] (2:46:48 - 2:46:53)

Les subprimes sont quoi ? Parce que là aussi, ce n'est pas une bulle fiscalité des subprimes.

[Intervenant 1] (2:46:55 - 2:46:59)

C'est la répartition de crédits à risque. Donc, les crédits, ils ont bien été contractés.

[Intervenant 4] (2:47:02 - 2:47:17)

C'est-à-dire que c'est l'État qui s'est porté garant. L'État s'est porté garant, d'où les crises, s'est porté garant auprès des banques en leur disant, si vous prêtez à quelqu'un de pauvre qui n'est pas capable de rembourser, eh bien, on se portera caution d'une partie de cette dette-là.

[Intervenant 1] (2:47:17 - 2:47:20)

Je crois que l'État français s'est porté caution des investissements de la BNP.

[Intervenant 4] (2:47:21 - 2:47:24)

Non, mais les subprimes ne sont pas français, c'est américain. C'est basé sur l'immobilier américain.

[Intervenant 1] (2:47:24 - 2:47:26)

Non, non, non, je pense que tu...

[Intervenant 4] (2:47:26 - 2:47:30)

On a voulu rendre compétitifs les pauvres américains.

[Intervenant 1] (2:47:30 - 2:47:53)

Les subprimes sont des pré-hypothécaires à risque qui ont été contractés aux États-Unis et répartis partout sur la planète. Mais ils ont été répartis partout. C'est-à-dire que la BNP, qui a été le principal acquiescent de crédits à risque américain, a fait que finalement, nous, collectivement, nous sommes portés garant de cette dette de risque.

Il n'y a pas de confiance en l'État. C'est de la spéculation à risque.

[Intervenant 4] (2:47:54 - 2:48:01)

C'est qui a permis de descendre la Banque centrale américaine sur ses emprunts ?

[Intervenant 1] (2:48:03 - 2:48:05)

Stéphane n'est pas content.

[Intervenant 4] (2:48:05 - 2:48:36)

C'est trop marrant. Les subprimes, ce sont des pré-hypothécaires, immobiliers accordés aux pauvres, alors qu'ils ne pouvaient pas emprunter et qu'ils ne seraient pas en capacité de rembourser. C'est pour ça que c'était de la merde.

Et qui c'est qui a permis ça ? C'est l'État américain qui voulait rendre ses pauvres propriétaires. Et pour cela, elle a fait abaisser les normes.

Elle a permis aux banques de dire « Oh, ce n'est pas grave, si il est chômage, il pourra rembourser plus tard. On croit en son emploi plus tard. » Et donc, ils ne se sont basés sur rien.

Effectivement, sur de la confiance. C'est-à-dire que c'est un homme politique, ça s'appelle un abruti, et tout le monde le connaît, et qui a fait des subprimes.

[Intervenant 1] (2:48:37 - 2:48:40)

Mais je pense que tu fais encore une erreur, parce que les personnes qui ont contacté des subprimes...

[Intervenant 4] (2:48:40 - 2:48:42)

Évidemment, les banques américaines, qu'est-ce qu'elles ont fait ?

[Intervenant 1] (2:48:42 - 2:49:02)

Non, non, ces personnes étaient propriétaires, puisque justement, elles ont pu emprunter sur la valeur hypothécaire de leurs biens. Pour faire simple, tu es propriétaire, ta maison, quand tu l'achètes, elle vaut 200 000 \$. Parce qu'il y a une croissance économique, ta maison vaut maintenant 300 000 \$, tu avais emprunté 200 000 pour acheter ta maison, parce que c'est un prêt hypothécaire.

Il te reste 100 000 \$ de capacité d'emprunt.

[Intervenant 4] (2:49:03 - 2:49:04)

C'est pour ça.

[Intervenant 2] (2:49:04 - 2:49:16)

Tu es déjà propriétaire, emprunte-toi pour devenir propriétaire. Du sujet, excusez-moi, je me permets de vous interrompre. C'est vrai, tu as raison Stéphane.

Je te laisse reprendre la main, parce que c'est une limite de temps. On va finir tranquillement avec une petite musique.

[Intervenant 4] (2:49:16 - 2:49:21)

Le plus intéressant, c'était dommage, c'était là, c'était celui de rappeler des choses que vous n'avez pas compris, c'est dommage.

[Intervenant 2] (2:49:22 - 2:50:49)

Non, c'est pas grave, tu seras le bienvenu et on te réinvitera la prochaine fois et tu nous expliqueras ce qu'on n'a pas compris et on te répondra, ça fait partie du discours et du dialogue. Il n'y a aucun problème, c'est pas dommage, ce n'est que partie remise. Je te remercie de ton intervention.

Je voudrais vous remercier à tous pour votre patience. Je voudrais vous remercier pour votre participation. Je voudrais aussi vous informer des procédures SPES à venir, puisque nous en avons déjà sept programmées.

La semaine prochaine, nous allons mettre à... Comment dirais-je ? Je cherche mon mot, c'est peut-être la fatigue.

Nous allons mettre à l'épreuve le modèle de démocratie directe, en espérant que ce soit aussi instructif et constructif. On reviendra forcément à chaque fois sur ces sujets, c'est pour ça que Actu tu es le bienvenu, puisque ces sujets sont forcément récurrents et qu'on sera obligé à travers chaque modèle de les prendre à nouveau sous un angle nouveau et c'est le but de ces SPES in fine pour arriver peut-être à faire un petit braquage encore une fois sur une fenêtre météorologique

démocratique à venir. En tout cas, je vous remercie tous.

Je vais te laisser le mot de la fin. Je te remercie pour ton intervention et pour la haute qualité de ta présence et je remercie tout le monde pour la haute qualité des débats.

[Intervenant 1] (2:50:49 - 2:52:39)

Je te laisse clôture. C'est très gentil, Stéphane. Moi, déjà, justement, je voulais te remercier, toi, pour tes initiatives.

Ça fait déjà trois SPES que je collabore avec toi et c'est un vrai plaisir. Donc, je te remercie pour cela. Ensuite, je voulais inviter tous ceux qui sont aujourd'hui en auditeurs qui sont intervenus à partager le SPES.

Le SPES est enregistré. Je pense que c'est bien d'y participer, mais c'est bien aussi de le partager par la suite. Vous pouvez également retourner sur le profil de Stéphane pour aller partager le X1 et le X2.

Et je vous invite à revenir et à suivre puisqu'on va essayer de faire en sorte que tous les mardis, ça devienne un rendez-vous de la démocratie et des démocraties directes. Et moi, je terminerai mon propos avec une citation que j'utilise à chaque fois qu'il est question de véritable démocratie, qui est encore une citation de Laurence Lessig, le juriste et professeur de droit à Harvard, et qui est pour moi très importante parce qu'elle est à mon sens mobilisatrice et source d'espoir. Je terminerai avec cela.

Nous avons un long chemin devant nous. Il va falloir rallier les gens à cette idée, ce qui suppose de livrer une série de combats. Ces combats, surtout au début, on ne les gagnera pas.

Les forces adverses ne vont pas se coucher dès qu'on brandira le drapeau de la démocratie. Elles vont riposter et elles vont gagner parce qu'elles sont plus fortes pour l'instant. Mais chaque fois qu'on perd en défendant un principe, celui-ci est rappelé à un plus grand nombre de gens.

Chaque fois qu'un conflit aboutit à la défaite de ce qui est juste, ça donne envie à plus de gens de se lever pour le défendre. C'est toujours cette dynamique qui amène les changements fondamentaux. Il faut accepter de perdre.

Aujourd'hui, l'idée de la démocratie directe n'est pas celle qui est la plus soutenue, mais forcément, parce que cette idée me semble juste et je pense qu'elle vous le semble à vous aussi, nous allons réussir au fur et à mesure du temps et des défaites à la faire émerger. Merci à tous.

[Intervenant 2] (2:52:40 - 2:52:45)

Et c'est synchro avec la musique en plus, bravo. Merci à tous, bonne soirée, enfin, bonne nuit.

[Intervenant 7] (2:52:46 - 2:53:01)

Attends Stéphane, s'il te plaît, juste un petit truc, juste une petite question avant de partir. Tu as parlé, donc, les espèces sont enregistrées, oui, je suis d'accord. Juste une question, est-ce que tu prévois de diffuser l'enregistrement, justement ?

[Intervenant 2] (2:53:01 - 2:53:35)

Alors, oui, c'est prévu. Il va y avoir d'autres réseaux sociaux, on va mettre ça sur Youtube, sur Odysée aussi, au cas où on se fasse jeter à terme, si on a un peu d'audience, parce qu'on va finir par déranger, comme d'habitude. Et oui, oui, ça va être, c'est prévu, c'est prévu.

Et il va y avoir un site dédié aussi, mais chaque chose en son temps, je n'ai que deux bras. Merci. Bonsoir à tous, merci encore une fois, et passez une bonne nuit, et à mardi prochain.

Au revoir.

[Intervenant 11] (2:53:36 - 2:53:36)

Au revoir.